

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 14 décembre 2021

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni Salle Jean Fabier (salle polyvalente) de Corme Royal, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON, Président.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Alexandre GRENOT,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,
Monsieur Alain MARGAT,
Madame Evelynne PARISI,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Gaby TOUZINAUD,
Monsieur Joseph DE MINAC,
Monsieur Stéphane TAILLASSON,
Madame Agnès POTTIER,
Monsieur Pierre TUAL,
Monsieur Raymond MOHSEN,
Monsieur David MUSSEAU,

Monsieur Bernard COMBEAU,
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,
Monsieur Michel ROUX,
Madame Françoise LIBOUREL,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Monsieur Daniel MANDIN,
Monsieur Laurent MICHAUD,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Madame Claudine PEYRAMAURE,
Madame Amanda LESPINASSE,
Madame Véronique TORCHUT,
Madame Charlotte TOUSSAINT,
Monsieur Thierry BARON,
Monsieur Joël TERRIEN,
Monsieur François EHLINGER,
Monsieur Laurent DAVIET,
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Pierre MAUDOUX (à partir de la
délibération n° 2021-225),
Monsieur Pierre DIETZ,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Madame Eliane TRAIN.

Monsieur Pascal GILLARD donne pouvoir à Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Monsieur Frédéric ROUAN à Madame Amanda LESPINASSE
Madame Mireille ANDRE à Monsieur Bernard COMBEAU,
Madame Claudine BRUNETEAU à Monsieur Francis GRELLIER,
Monsieur Ammar BERDAI à Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Philippe CREACHCADEC à Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Pierre MAUDOUX à Monsieur Pierre DIETZ (jusqu'à la délibération n° 2021-224),
Monsieur Jean-Philippe MACHON à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Monsieur Rémy CATROU à Monsieur Michel ROUX,

Mesdames Caroline AUDOUIN, Dominique DEREN, Céline VIOLLET, Florence BETIZEAU, et Messieurs Jacki RAGONNEAUD, Pierre HERVE, Charles DELCROIX et Patrick PAYET sont excusés.

Monsieur Joseph DE MINAC est désigné secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance de Conseil communautaire à 18h09.

Monsieur Alain MARGAT souhaite la bienvenue à Corme Royal aux personnes présentes. Il semblerait que l'origine du nom de la commune provienne de la dépendance à l'Abbaye royale de Saintes. Il préfère cependant une autre version, selon laquelle le bon roi Saint-Louis se serait arrêté dans la forêt et aurait

mangé des cormes. Pendant la Révolution, la commune s'est appelée Corme-la-Forêt afin d'effacer toute référence à la royauté, avant de redevenir Corme Royal. En ce qui concerne l'actualité, Alain MARGAT souhaite faire la promotion du club de parapente « Les cagouilles volantes », qui a investi dans un chariot Handivol, permettant aux personnes présentant des contraintes de mobilité de découvrir les sensations d'un vol de parapente. Il invite les membres à faire connaître ce dispositif autour d'eux.

En préambule, Monsieur le Président rappelle que le taux d'incidence du virus de la Covid-19 demeure préoccupant, même si un plateau semble être atteint à 325 cas pour 100 000 habitants. Il invite chacun à respecter les gestes barrières, et précise que le moment de convivialité à la fin du conseil n'aura pas lieu. Le matin même, il a été très heureux de pouvoir inaugurer deux équipements. Le premier, à l'hôpital, est le nouvel IRM 3T. Il s'agit d'un équipement de haute qualité, deux fois plus puissant que le précédent. L'hôpital de Saintes dispose ainsi de deux scanners et de deux IRM, ce qui devrait pouvoir permettre des délais d'intervention à vingt jours. Une vidéo promotionnelle réalisée avec l'Agglomération, la ville de Saintes et l'hôpital a été lancée sur les réseaux sociaux, et a reçu un bel accueil du monde médical. L'objectif est de faire la promotion du territoire pour accueillir de nouveaux habitants, mais également de mettre en valeur l'hôpital pour attirer de nouveaux médecins et infirmiers.

En fin de matinée, le nouveau point d'accès aux droits a été inauguré. Ce nouvel outil de travail permet aux habitants de l'Agglomération d'obtenir des rendez-vous avec le monde de la justice ainsi que des renseignements, dont ils pourraient difficilement bénéficier autrement. Ce point était très attendu. Des questions en lien avec le droit de la famille, le patrimoine ou encore les litiges de voisinage y seront traitées. Le bâtiment hébergeait l'ancienne papeterie du centre commercial de Bellevue. L'Agglomération a acheté les équipements, et les met à disposition des acteurs du droit et de la justice, qui tiennent des permanences. Le point est ouvert tous les matins. Il s'agit d'une belle réussite, la demande est forte.

En ce qui concerne le présent Conseil, les membres devront se prononcer sur des délibérations concernant les finances. Monsieur Philippe CALLAUD présentera notamment le rapport quinquennal obligatoire. En matière de ressources humaines, une délibération portera sur la mise en place du télétravail pour les agents de l'Agglomération. Les thèmes de l'urbanisme et de la jeunesse seront également abordés. Enfin, Monsieur MARGAT clôturera le Conseil en présentant les membres du conseil de développement ainsi que son nouveau Président.

Monsieur le Président doit rencontrer le Président de la Région, Alain ROUSSET le 10 janvier prochain à Bordeaux. Il précise que les sujets en lien avec l'Agglomération seront traités, y compris le Ferrocampus.

Le Président procède à l'appel des élus présents et énonce les pouvoirs.

* * * * *

Approbation du Procès-verbal du Conseil Communautaire du 20 octobre 2021

Monsieur le Président s'enquiert d'éventuelles remarques concernant ce procès-verbal.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'étonne de ne pas voir apparaître les débats dans le procès-verbal.

Monsieur le Président explique que les membres ont reçu les délibérations, et que les débats ont été annexés à ce procès-verbal. Le compte-rendu qui a été envoyé sans éléments de débats est celui du 24 novembre.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE dispose bien du procès-verbal du 20 octobre, sans les débats.

Monsieur le Président indique que ce point va être vérifié.

Monsieur Alain MARGAT explique que lors de la réunion du Conseil Communautaire du 20 octobre, une délibération portait sur la désignation des représentants au syndicat mixte du bassin de la Seudre. Madame BENCHIMOL-LAURIBE s'était alors abstenue. Pisany et Corme Royal représentent 0,02% du bassin de la Seudre, soit l'équivalent de deux terrains de football. Avec un tel enjeu, il comprend sa réticence à prendre des engagements, et la remercie car grâce à elle, il mesure l'ampleur de sa mission.

En l'absence d'autres remarques, le Procès-verbal du Conseil Communautaire du 20 octobre 2021 est approuvé à la majorité des membres.

* * * * *

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

* * * * *

FINANCES

* * * * *

2021-215. Rapport quinquennal sur les attributions de compensation

Monsieur Philippe CALLAUD explique, les EPCI sont contraints de présenter un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées. Le premier rapport est fixé à 2021. Ce rapport fait l'objet d'un débat et d'une délibération spécifique, avant d'être transmis aux communes de l'EPCI. Il vise à dresser le bilan des transferts sur la période écoulée. L'objet du rapport est donc de présenter l'évolution des attributions de compensation sur la période 2016-2020, ainsi que l'évolution des charges nettes des compétences transférées. La production du rapport ainsi que son adoption ne revêtent aucune importance de révision des attributions de compensation. L'objectif poursuivi pose donc question. Ce rapport doit certainement permettre la pertinence de l'évaluation menée.

L'évolution des attributions de compensation entre 2016 et 2020 correspond à 386 675 euros au 1^{er} janvier 2016, et 452 787 euros au 31 décembre 2020, en fonctionnement. En investissement, cette valeur est nulle en 2016, puisqu'il n'existait pas de compétences transférées. En 2020, elle représente 70 316 euros. Au 1^{er} janvier 2016, les attributions de compensation positives représentent 1 513 257 euros. Les attributions de compensation négatives sont de 1 899 932 euros. Depuis le 1^{er} janvier 2016, les compétences suivantes ont été transférées des communes vers la CDA :

- Les zones d'activités (au 1^{er} janvier 2017)
- Les terrains familiaux et les aires de grand voyage (au 1^{er} janvier 2017)
- La GEMAPI (au 1^{er} janvier 2018)

Il existe également des compétences qui ont été transférées de la CDA vers les communes, comme le service des fourrières au 1^{er} janvier 2018.

Pour les zones d'activités en fonctionnement, la différence de la charge de compétence transférée représente 86 298 euros. En investissement, elle est de 43 321 euros.

En ce qui concerne les terrains familiaux et les aires de grand voyage, le coût total de la compétence représente 10 760 euros.

Pour ce qui est de la GEMAPI, le coût total de la compétence s'élève à 142 302,83 euros.

La loi de 2015 a renforcé les compétences obligatoires des CDA en matière de développement économique. Les actions de développement économique deviennent une compétence exclusive de la CDA. Les charges transférées concernent notamment les dépenses d'entretien et de renouvellement. En 2020, les dépenses d'entretien des zones d'activités communautaires se sont élevées à 108 118 euros. Au cours de la même année, aucune dépense de renouvellement n'a été enregistrée, la CDA n'ayant pas réalisé de travaux en investissement. En ce qui concerne les terrains familiaux et les aires de grand passage, les dépenses de fonctionnement comprennent les charges de personnel, les travaux, les fluides, les ordures ménagères et l'assurance. Au total, la différence s'élève à 43 658 euros. Pour ce qui est de la GEMAPI, la taxe représente pour la CDA une recette de 275 726 euros par an. En 2020, les dépenses liées à la GEMAPI se sont élevées 133 443 euros.

Il n'est pas nécessaire de voter le rapport qui vient d'être présenté, il s'agit simplement d'en prendre acte.

Madame Éliane TRAIN a trouvé ce rapport très instructif. Il permet de savoir où va l'argent transféré. Il serait intéressant de l'affiner, par exemple en indiquant sur quelles communes sont transférés les investissements.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que, conformément au 2° du V de l'article 1609 nonies C du Code général des Impôts (CGI), « Tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »

Introduit par la loi de finances pour 2017, ce rapport doit donc être élaboré pour la première fois avant le 31/12/2021. Il couvre la période 2016-2020.

Les transferts de compétences concernées sont :

- pour 2017 les zone d'activités, les terrains familiaux et aire de grands passages des gens du voyage
- pour 2018 la GEMAPI et le service de fourrière (retour de la compétence aux communes)

L'objectif de ce rapport est de présenter les attributions de compensation 2016-2020, et la cohérence entre les calculs initiaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), et la réalité financière des charges assumées par la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Comme prévu par les dispositions rappelées ci-avant, le Rapport Quinquennal sur les Attributions de Compensation est adressé aux membres du conseil communautaire et donne lieu à un débat au sein du conseil communautaire. La présente délibération vise ainsi à prendre acte de celui-ci.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général de Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et notamment le 2° du V de l'article 1609 nonies C,

Vu le Code rural et de la pêche maritime, et notamment l'article L.211-24, stipulant que « chaque commune doit disposer soit d'une fourrière communale apte à l'accueil et à la garde des chiens et chats trouvés errants ou en état de divagation jusqu'au terme des délais fixés aux articles L.211-25 et L.211-26, soit du service d'une fourrière établie sur le territoire d'une autre commune, avec l'accord de cette commune »,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) portant transfert aux communes ainsi qu'à l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention contre les inondations » (GEMAPI),

Vu la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (« NOTRe ») et particulièrement les articles 64, 65 et 66 qui renforcent les compétences obligatoires des communautés d'agglomération en matière de développement économique,

Vu la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (« NOTRe ») qui acte le transfert aux EPCI de la compétence obligatoire « création, aménagement, entretien et gestion d'aires d'accueil des gens du voyage »,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté et en particulier son article 148 qui complète la compétence « création, aménagement, entretien et gestion d'aires d'accueil des gens du voyage » en y ajoutant « et des terrains locatifs familiaux définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte de la présentation du Rapport Quinquennal sur les Attributions de compensation ci-joint et du débat qui s'en est suivi.

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des finances à prendre toutes les mesures nécessaires à la poursuite de la procédure, et notamment la notification aux 36 communes du territoire.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du Rapport Quinquennal sur les Attributions de compensation.

Et AUTORISE à l'unanimité Monsieur le Président ou son représentant en charge des finances à prendre toutes les mesures nécessaires à la poursuite de la procédure, et notamment la notification aux 36 communes du territoire.

2021-216. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation définitives pour 2020 et 2021

Monsieur Philippe CALLAUD donne lecture d'extraits de la délibération. Il précise plus des deux tiers des communes ont voté ce rapport.

Pour ce qui est de la compétence gestion des eaux pluviales urbaines, en fonctionnement, le montant a été calculé sur la base de l'inventaire réalisé sur chaque commune, et des coûts unitaires d'entretien. En investissement, une évaluation différenciée a été retenue, avec un coût annuel de renouvellement des équipements pour toutes les communes.

En revanche, pour la compétence documents d'urbanisme, la méthode dérogatoire d'évaluation des charges à transférer a été choisie.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la loi NOTRe a prévu un transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 et que le transfert de la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » par les communes a, par ailleurs, été effectué à cette même date auprès de la CDA de Saintes.

En raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le délai prévu à l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts pour la transmission du rapport évaluant le coût net des charges transférées en 2020 établi par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a été prolongé de douze mois par l'article 52 de la Loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020.

C'est dans ce contexte que la CLECT s'est tenue le 10 septembre 2021 afin de déterminer l'ensemble des charges et ressources transférées et qui doivent faire l'objet d'une évaluation appelée communément « évaluation des transferts de charges ».

Le rapport d'évaluation des charges de la CLECT a ainsi été transmis avant le 1^{er} octobre 2021 aux conseils municipaux qui disposent de trois mois pour l'approuver. L'approbation du rapport est obtenue par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux, à savoir par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. A ce jour, 26 communes représentant les deux tiers des conseils municipaux et plus de la moitié de la population totale du territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes ont approuvé le rapport de la CLECT.

Aussi, avant le 31 décembre de l'année, le Conseil communautaire tient compte du rapport d'évaluation ainsi approuvé pour fixer la répartition des attributions de compensation.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-17, qui dispose que l'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit à la date du transfert de compétences aux communes qui le composent dans leurs délibérations et tous les actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance sauf accord contraire des parties. La substitution de la personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution,

Vu le Code Général des impôts (CGI) et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 10°), portant sur la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 », et l'article 6, I, 2°), d) portant sur la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-60 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant définition de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines »,

Vu la délibération n°2020-82 du Conseil Communautaire en date du 5 mars 2020 approuvant la poursuite des procédures communales engagées avant le transfert de la compétence « Plan Local d'urbanisme, document en tenant lieu et cartes communales » à la CDA de Saintes,

Vu la délibération n°2020-244 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 déterminant les montants provisoires des attributions de compensation pour 2020,

Vu la délibération n°2020-245 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 déterminant les montants provisoires des attributions de compensation pour 2021,

Considérant que l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI) prévoit que : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges »

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021, adopté par celle-ci à l'unanimité,

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Plan Local d'urbanisme, document en tenant lieu et cartes communales » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021 adopté par celle-ci à la majorité,

Considérant que les deux rapports susvisés doivent être approuvés par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux dans un délai de trois mois à compter de sa transmission. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population,

Considérant que ces derniers ont été approuvés par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux conformément aux conditions rappelées dans le paragraphe ci-dessus, soit 26 communes représentant les deux tiers des conseils municipaux et plus de la moitié de la population totale du territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant qu'il convient dès lors, conformément à l'article 1609 nonies C V. 1°bis, de fixer librement le montant des attributions de compensation en tenant compte des évaluations de charges figurant dans les rapports de la CLECT,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer** les montants définitifs des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2020 comme suit :*

	Attributions de compensations 2020 imputées en section de fonctionnement	Attributions de compensations 2020 imputées en section d'investissement	TOTAL ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2020
Burie	-1 065 €	-1 436 €	-2 501 €
Bussac-sur-Charente	-88 055 €		-88 055 €
Chaniers	-273 046 €	-1 552 €	-274 598 €
La Chapelle-des-Pots	-56 384 €		-56 384 €
Chérac	-53 868 €		-53 868 €
Chermignac	-93 257 €		-93 257 €
La Clisse	-59 440 €		-59 440 €
Colombiers	-29 845 €		-29 845 €
Corme-Royal	-100 354 €	-1 464 €	-101 818 €
Courcoury	-56 277 €		-56 277 €
Dompierre sur Charente	-60 067 €		-60 067 €
Le Douhet	49 166 €		49 166 €
Ecoyeux	-66 940 €		-66 940 €
Écurat	-49 669 €		-49 669 €
Fontcouverte	-116 477 €	-1 280 €	-117 757 €
Les Gonds	-74 781 €	-2 416 €	-77 197 €
La Jard	-30 424 €		-30 424 €
Luchat	-51 920 €		-51 920 €
Migron	-49 462 €		-49 462 €
Montils	-24 966 €	-580 €	-25 546 €
Pessines	-33 397 €		-33 397 €
Pisany	-51 965 €	-1 741 €	-53 706 €
Préguillac	144 785 €		144 785 €
Rouffiac	-43 674 €		-43 674 €
Saint-Bris-des-Bois	7 592 €		7 592 €
Saint-Césaire	-53 695 €		-53 695 €
Saint-Georges-des-Coteaux	-90 562 €	-1 274 €	-91 836 €
Saint-Sauvant	-66 338 €		-66 338 €
Saint-Sever-de-Saintonge	-58 021 €		-58 021 €
Saint-Vaize	11 285 €		11 285 €
Saintes	1 228 797 €	-58 573 €	1 170 224 €
Le Seure	2 271 €		2 271 €
Thénac	-69 915 €		-69 915 €
Varzay	-49 968 €		-49 968 €
Vénérand	-40 599 €		-40 599 €
Villars-Les-Bois	-2 252 €		-2 252 €
	-452 787 €	-70 316 €	-523 103 €

- **de fixer** les montants définitifs des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2021 comme suit :

	Charges de fonctionnement liées au transfert de la compétence PLU	Charges de fonctionnement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales urbaines	Attributions de compensations 2021 imputées en section de fonctionnement	Charges d'investissement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales urbaines pour 2021	Attributions de compensations 2021 imputées en section d'investissement	TOTAL ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2021
Burie	-4 560 €	-2 160 €	-7 785 €	-3 765 €	-5 201 €	-12 986 €
Bussac-sur-Charente		-349 €	-88 404 €	-1 672 €	-1 672 €	-90 076 €
Chaniers		-1 948 €	-274 994 €	-6 296 €	-7 848 €	-282 842 €
La Chapelle-des-Pots		-1 043 €	-57 427 €	-1 786 €	-1 786 €	-59 213 €
Chérac		-383 €	-54 251 €	-1 799 €	-1 799 €	-56 050 €
Chermignac		-1 381 €	-94 638 €	-3 743 €	-3 743 €	-98 381 €
La Clisse		-87 €	-59 527 €	-696 €	-696 €	-60 223 €
Colombiers		-29 €	-29 874 €	-416 €	-416 €	-30 290 €
Corme-Royal		-1 435 €	-101 789 €	-3 990 €	-5 454 €	-107 243 €
Courcoury	-1 650 €	-1 035 €	-58 962 €	-1 646 €	-1 646 €	-60 608 €
Dompierre sur Charente		-221 €	-60 288 €	-1 359 €	-1 359 €	-61 647 €
Le Douhet		-74 €	49 092 €	-616 €	-616 €	48 476 €
Ecoyeux		-995 €	-67 935 €	-3 774 €	-3 774 €	-71 709 €
Écurat		-69 €	-49 738 €	-525 €	-525 €	-50 263 €
Fontcouverte		-6 140 €	-122 617 €	-9 287 €	-10 567 €	-133 184 €
Les Gonds	-19 897 €	-8 360 €	-103 038 €	-5 177 €	-7 593 €	-110 631 €
La Jard		-49 €	-30 473 €	-891 €	-891 €	-31 364 €
Luchat		-31 €	-51 951 €	-323 €	-323 €	-52 274 €
Migron		-464 €	-49 926 €	-828 €	-828 €	-50 754 €
Montils		-812 €	-25 778 €	-1 173 €	-1 753 €	-27 531 €
Pessines		-3 567 €	-36 964 €	-976 €	-976 €	-37 940 €
Pisany		-4 364 €	-56 329 €	-1 278 €	-3 019 €	-59 348 €
Préguillac		-373 €	144 412 €	-1 554 €	-1 554 €	142 858 €
Rouffiac		-477 €	-44 151 €	-2 899 €	-2 899 €	-47 050 €
Saint-Bris-des-Bois		-19 €	7 573 €	-222 €	-222 €	7 351 €
Saint-Césaire		-265 €	-53 960 €	-1 084 €	-1 084 €	-55 044 €
Saint-Georges-des-Coteaux		-4 541 €	-95 103 €	-5 474 €	-6 748 €	-101 851 €
Saint-Sauvant		-155 €	-66 493 €	-666 €	-666 €	-67 159 €
Saint-Sever-de-Saintonge		-199 €	-58 220 €	-1 281 €	-1 281 €	-59 501 €
Saint-Vaize		-169 €	11 116 €	-1 039 €	-1 039 €	10 077 €
Saintes	-25 117 €	-107 636 €	1 096 044 €	-142 364 €	-200 937 €	895 107 €
Le Seure		-105 €	2 166 €	-653 €	-653 €	1 513 €
Thénac		-542 €	-70 457 €	-3 585 €	-3 585 €	-74 042 €
Varzay		-902 €	-50 870 €	-1 142 €	-1 142 €	-52 012 €
Vénérand		-562 €	-41 161 €	-1 190 €	-1 190 €	-42 351 €
Villars-Les-Bois		-18 €	-2 270 €	-176 €	-176 €	-2 446 €
	-51 224 €	-150 959 €	-654 970 €	-215 345 €	-285 661 €	-940 631 €

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à accomplir toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-217. Budget Principal - Détermination des attributions de compensation provisoires pour 2022

Monsieur Philippe CALLAUD indique que la délibération est semblable à la précédente, mais porte sur 2022. Il s'agit cette fois de fixer les montants provisoires, les montants définitifs seront votés en fin d'année 2022.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la délibération précédente avait pour objet de fixer les attributions de compensation définitives pour 2020 et 2021 suite aux transferts au 1^{er} janvier 2020 des compétences « eau », « assainissement » et « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à la CDA de Saintes en tenant compte des rapports d'évaluation des charges établis par la CLECT qui ont fait l'objet d'une approbation à la majorité qualifiée requise par les conseils municipaux des communes membres de la CDA.

Les attributions de compensation constituent une dépense obligatoire. Comme prévu par les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le conseil de l'EPCI communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces reversements.

La présente délibération a ainsi pour objet de fixer les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2022.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5211-17, qui dispose que l'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit à la date du transfert de compétences aux communes qui le composent dans leurs délibérations et tous les actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance sauf accord contraire des parties. La substitution de la personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution,

Vu Code Général des Impôts (CGI) et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 10°), portant sur la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 », et l'article 6, I, 2°), d) portant sur la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-60 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant définition de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines »,

Vu la délibération n°2020-82 du Conseil Communautaire en date du 5 mars 2020 approuvant la poursuite des procédures communales engagées avant le transfert de la compétence « Plan Local d'urbanisme, document en tenant lieu et cartes communales » à la CDA de Saintes,

Vu la délibération n°2021-XXXX déterminant les montants définitifs des attributions de compensation pour 2020 et 2021,

Considérant que l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI) prévoit que : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges »

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021, adopté par celle-ci à l'unanimité,

Considérant le rapport sur le transfert de charges de la compétence « Plan Local d'urbanisme, document en tenant lieu et cartes communales » de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie le 10 septembre 2021 adopté par celle-ci à la majorité,

Considérant que les deux rapports susvisés doivent être approuvés par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux dans un délai de trois mois à compter de sa transmission. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population,

Considérant que ces derniers ont été approuvés par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux conformément aux conditions rappelées dans le paragraphe ci-dessus,

Considérant que, conformément à l'article 1609 nonies C V. 1°bis, il est autorisé de fixer librement le montant des attributions de compensation en tenant compte des évaluations de charges figurant dans les rapports de la CLECT,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer** les montants provisoires des attributions de compensation imputées en section de fonctionnement et d'investissement pour 2022 comme suit :

	Charges de fonctionnement liées au transfert de la compétence PLU	Charges de fonctionnement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales urbaines	Attributions de compensations 2022 imputées en section de fonctionnement	Charges d'investissement liées au transfert de la compétence Eaux pluviales urbaines pour 2022	Attributions de compensations 2022 imputées en section d'investissement	TOTAL ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2022
Burie		-2 160 €	-3 225 €	-4 186 €	-5 622 €	-8 847 €
Bussac-sur-Charente		-349 €	-88 404 €	-1 859 €	-1 859 €	-90 263 €
Chaniers		-1 948 €	-274 994 €	-7 000 €	-8 552 €	-283 546 €
La Chapelle-des-Pots		-1 043 €	-57 427 €	-1 986 €	-1 986 €	-59 413 €
Chérac		-383 €	-54 251 €	-2 000 €	-2 000 €	-56 251 €
Chermignac		-1 381 €	-94 638 €	-4 162 €	-4 162 €	-98 800 €
La Clisse		-87 €	-59 527 €	-774 €	-774 €	-60 301 €
Colombiers		-29 €	-29 874 €	-462 €	-462 €	-30 336 €
Corme-Royal		-1 435 €	-101 789 €	-4 437 €	-5 901 €	-107 690 €
Courcoury		-1 035 €	-57 312 €	-1 830 €	-1 830 €	-59 142 €
Dompierre sur Charente		-221 €	-60 288 €	-1 510 €	-1 510 €	-61 798 €
Le Douhet		-74 €	49 092 €	-685 €	-685 €	48 407 €
Ecoyeux		-995 €	-67 935 €	-4 196 €	-4 196 €	-72 131 €
Écurat		-69 €	-49 738 €	-583 €	-583 €	-50 321 €
Fontcouverte		-6 140 €	-122 617 €	-10 326 €	-11 606 €	-134 223 €
Les Gonds		-8 360 €	-83 141 €	-5 756 €	-8 172 €	-91 313 €
La Jard		-49 €	-30 473 €	-991 €	-991 €	-31 464 €
Luchat		-31 €	-51 951 €	-359 €	-359 €	-52 310 €
Migron		-464 €	-49 926 €	-921 €	-921 €	-50 847 €
Montils		-812 €	-25 778 €	-1 304 €	-1 884 €	-27 662 €
Pessines		-3 567 €	-36 964 €	-1 085 €	-1 085 €	-38 049 €
Pisany		-4 364 €	-56 329 €	-1 421 €	-3 162 €	-59 491 €
Préguillac		-373 €	144 412 €	-1 728 €	-1 728 €	142 684 €
Rouffiac		-477 €	-44 151 €	-3 223 €	-3 223 €	-47 374 €
Saint-Bris-des-Bois		-19 €	7 573 €	-247 €	-247 €	7 326 €
Saint-Césaire		-265 €	-53 960 €	-1 205 €	-1 205 €	-55 165 €
Saint-Georges-des-Coteaux		-4 541 €	-95 103 €	-6 086 €	-7 360 €	-102 463 €
Saint-Sauvant		-155 €	-66 493 €	-741 €	-741 €	-67 234 €
Saint-Sever-de-Saintonge		-199 €	-58 220 €	-1 425 €	-1 425 €	-59 645 €
Saint-Vaize		-169 €	11 116 €	-1 155 €	-1 155 €	9 961 €
Saintes	-62 500 €	-107 636 €	1 058 661 €	-158 281 €	-216 854 €	841 807 €
Le Seure		-105 €	2 166 €	-726 €	-726 €	1 440 €
Thénac		-542 €	-70 457 €	-3 986 €	-3 986 €	-74 443 €
Varzay		-902 €	-50 870 €	-1 269 €	-1 269 €	-52 139 €
Vénérand		-562 €	-41 161 €	-1 323 €	-1 323 €	-42 484 €
Villars-Les-Bois		-18 €	-2 270 €	-196 €	-196 €	-2 466 €
	-62 500 €	-150 959 €	-666 246 €	-239 424 €	-309 740 €	-975 986 €

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à accomplir toutes les démarches liées à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.
Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

2021-218. Pérennisation du dispositif « télétravail » suite à l'expérimentation

Madame Marie-Line CHEMINADE explique qu'il est proposé de pérenniser le dispositif du télétravail. Le télétravail a été expérimenté au niveau de l'Agglomération au cours de deux périodes. Cinquante agents ont télétravaillé, et un audit a été réalisé auprès de ces agents. Le souhait a été à l'unanimité de poursuivre le télétravail. Il est proposé d'inscrire ce dispositif à partir du 1^{er} janvier 2022. Les agents qui souhaitent télétravailler peuvent en effectuer la demande, le formulaire est annexé à la délibération.

Monsieur Michel ROUX est gêné par l'intitulé « pérennisation du télétravail ». Il pensait qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle, liée à la pandémie de Covid. Il se demande si la même dynamique et la même cohésion seront observées au niveau du personnel en télétravail. En ce qui concerne le règlement, le paragraphe 5 prévoit que l'agent doit être joignable via sa messagerie et sur son numéro professionnel. L'expérience lui a montré qu'il était parfois difficile de contacter une personne pour un renseignement. Il s'interroge sur la perte de réactivité à ce niveau.

Madame Marie-Line CHEMINADE considère qu'un perfectionnement devra avoir lieu d'année en année. Le dispositif peut encore être amélioré. Les remontées sont entendues, et un réajustement sera effectué dans chaque service. Les agents télétravailleurs seront évalués, ce qui sera l'occasion de regarder ces aspects et de pouvoir les améliorer. Une réflexion devra être menée avec le service informatique pour proposer une solution afin que tous les agents soient joignables via leur messagerie.

Michel ROUX relève qu'en page 12, il est indiqué qu'un point régulier avec le télétravailleur, en particulier concernant ses travaux à domicile, est vivement conseillé. Il trouve que ce terme est mal adapté. Enfin, il s'interroge sur la compatibilité et l'adéquation entre le télétravail et la réglementation du RGPD.

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que les données sont protégées. Au niveau de la fiche que chaque télétravailleur doit remplir, un engagement de confidentialité et de protection des données dans le cadre du télétravail est prévu.

Monsieur le Président est favorable à l'esprit d'équipe et à la cohésion de groupe, et partage ces inquiétudes.

Madame Marie-Line CHEMINADE ajoute que des dispositifs existent, qui permettent d'avoir des échanges avec les collègues via son ordinateur.

Monsieur le Président souligne que la pandémie a permis de découvrir d'autres manières de travailler, comme Teams, qui a permis de poursuivre les échanges avec une certaine fluidité. Il existe par ailleurs des personnes qui ne souhaitent plus télétravailler, elles préfèrent être dans les murs avec leurs collègues. Le télétravail ne présente pas que des avantages, certaines personnes s'y habituent moins facilement que d'autres.

Madame Marie-Line CHEMINADE confirme qu'une vigilance doit être maintenue au niveau de l'établissement, entre les télétravailleurs et les personnes qui restent sur site. Un équilibre doit être trouvé.

Monsieur le Président observe que le phénomène est assez nouveau, et nécessite que chacun s'habitue. Chaque télétravailleur doit organiser son télétravail en accord avec sa hiérarchie, afin de ne pas perturber l'équilibre au niveau du service.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER souhaite tout d'abord rendre hommage à Jean FABIER, qui a donné son nom à la salle accueillant le présent Conseil, et a occupé une place importante dans la commune. En ce qui concerne le télétravail, il estime que de nombreux éléments peuvent varier, comme la situation familiale ou le lieu de vie. Pérenniser le télétravail n'est pas forcément une mesure positive, et il se demande si les accords peuvent être renouvelables. Il souhaite savoir quel pourcentage représentent les cinquante personnes intéressées. Une personne en télétravail doit disposer des mêmes possibilités que dans son bureau, et être joignable en permanence. Le système Teams fonctionne très bien. Il existe toutefois des problèmes dont les personnels ne sont pas responsables, comme le fonctionnement d'internet. Des coupures peuvent survenir et génèrent des soucis.

Madame Marie-Line CHEMINADE explique que le dispositif mis à disposition des agents est pérennisé. Ensuite, la situation est vue au cas par cas. La personne doit être techniquement en mesure de se connecter. Des pré-requis sont nécessaires pour télétravailler. Elle considère que ces cinquante personnes représentent environ la moitié du personnel administratif. La majorité de ces personnes s'inscrivent pour une journée par semaine. Les agents ont toujours la possibilité de changer d'avis.

Monsieur Jean-Michel ROUDIER souhaite savoir si Teams sera la solution utilisée.

Madame Marie-Line CHEMINADE précise qu'une autre solution va être étudiée.

Monsieur le Président indique que Klaxoon est actuellement utilisé. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

* * * * *

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que depuis le début de la crise sanitaire, l'organisation et les modes du travail se sont profondément transformés obligeant certains agents à devoir « télétravailler » ou plutôt « travailler à distance », de manière contrainte lors du 1^{er} confinement, puis de manière plus volontariste lors de ce second confinement.

Ainsi, l'expérimentation du télétravail mise en place dans notre établissement du 1^{er} octobre au 31 décembre 2020 puis du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021 a permis de discuter et poser les fondements du télétravail des agents de la CDA.

Lors de la phase d'expérimentation, ce sont 50 agents télétravailleurs volontaires, issus de directions variées qui se sont positionnés. Un audit a été réalisé sur ces agents télétravailleurs. A l'unanimité, le souhait de poursuivre le télétravail a été exprimé, justifiant d'un meilleur rendement et d'un meilleur équilibre entre vie personnelle et professionnelle.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite s'engager dans la mise en place pérenne du télétravail à compter du 1^{er} janvier 2022, afin de contribuer à améliorer la qualité de vie au travail des agents en leur permettant de mieux concilier vie professionnelle et personnelle, d'améliorer leurs conditions de travail actuelles, et de limiter l'empreinte carbone liée aux déplacements domicile/travail.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu la délibération n°2020-193 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant sur l'expérimentation du télétravail,

Vu la délibération n°2021-87 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant sur la poursuite de l'expérimentation du télétravail,

Vu les avis du Comité technique en date du 21 mai 2021 et du 6 décembre 2021,

Considérant qu'en vertu de l'article 2 du décret n°2016-151 du 11 février 2016 modifié, le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication,

Considérant que la CDA de Saintes souhaite pérenniser le télétravail à compter du 1^{er} janvier 2022 et l'encadrer au sein de l'établissement,

Considérant que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation,

Considérant que le télétravail contribue à réduire l'empreinte carbone des agents, apportant une quote-part non négligeable à une économie plus sobre en énergie,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de définir le cadre général de la poursuite du télétravail,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **D'approuver** le règlement ci-joint relatif au télétravail.
- **D'approuver** la pérennisation du télétravail selon le règlement ci-joint à compter du 1^{er} janvier 2022.
- **D'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue social à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-219. Direction Développement et Aménagement Durable du Territoire - Création d'un emploi non permanent - contrat de projet

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'il s'agit de créer un emploi non permanent à la suite du lancement du PLUi. Il est nécessaire de prévoir le recrutement d'un agent supplémentaire au sein du service aménagement du territoire. Cet agent s'occupera notamment de conduire les procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux avant l'approbation du PLUi, et évaluera l'impact environnemental de ce dernier. Il s'agirait d'un poste d'ingénieur, sous un contrat de projet, pour une durée d'un an minimum et de quatre ans maximum.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle qu'en amont de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) prévu dans 4 ans, il est nécessaire d'être en mesure de réaliser des procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux. Par ailleurs, l'élaboration du PLUi nécessite une évaluation environnementale du projet tout au long de la procédure afin d'éviter, réduire ou compenser l'impact de ce dernier sur l'environnement.

Aussi, dans ce contexte, il est nécessaire de recruter un agent dans le cadre d'un contrat de projet en vertu de l'article 3 II de la loi du 26 janvier 1984. En effet, les dispositions de cet article autorisent l'établissement, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, à recruter un agent par un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

Il est ainsi proposé de conclure ce contrat pour une durée minimale d'un an et une durée maximale de 4 ans. Il pourra être le cas échéant renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de six ans.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 34 et 3 II,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Considérant la nécessité, en amont de l'approbation du PLUi, d'établir des procédures d'évolution des documents d'urbanisme communaux,

Considérant la nécessité d'évaluer l'impact environnemental du PLUi,

Considérant l'obligation pour la Communauté d'Agglomération de Saintes d'élaborer le Bilan des Emissions de Gaz à Effets de Serre (BEGES),

Considérant la nécessité de recruter un agent pour réaliser les missions figurant dans la fiche de poste ci-annexée,

Considérant que ce besoin correspond à un **emploi non permanent** en vertu de l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Considérant qu'il convient donc de créer un emploi non permanent à temps complet relevant de la catégorie A, filière technique, grade d'ingénieur territorial, pour exercer les fonctions de chargé de mission planification, évaluation environnementale et BEGES,

Considérant l'avis du Comité Technique du 6 décembre 2021,

Considérant les conditions de recrutement de l'agent :

- Application de l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : 1^{er} février 2022
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie A
- Définition du poste : chargé de mission planification, évaluation environnementale et BEGES
- Type et durée du contrat : contrat de projet - contrat de droit public à durée déterminée d'une durée minimale d'un an et d'une durée maximale de 4 ans. Il pourra être le cas échéant renouvelé pour mener à bien l'opération ou le projet dans la limite d'une durée totale de 6 ans.
- Rémunération : dans la limite du 7^{ème} échelon de la grille indiciaire applicable au grade retenu
- Régime Indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de créer** un emploi non permanent à temps complet pour mener les missions définies dans la fiche de poste ci-annexée.
- **d'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel de droit public à durée déterminée selon les modalités susvisées.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-220. Modification du tableau des effectifs

Madame Marie-Line CHEMINADE indique que plusieurs mouvements de temps partiels ont été enregistrés au niveau de l'éducation. A la direction des équipements aquatiques, un changement de filière d'un agent a eu lieu à la suite d'une mobilité interne. Des augmentations de temps sont observées au niveau de la direction de l'éducation, du fait des besoins des services. Des emplois de catégorie C ont été créés à la suite de départs à la retraite. Au niveau de la direction de la communication, le recrutement de deux chargés de communication a été effectué, avec la création de deux postes de rédacteur à temps complet et la suppression de deux postes de catégorie A. Au niveau de la direction du patrimoine, un poste de conducteur d'opérations à temps complet de catégorie B a été créé. En ce qui concerne la promotion interne, les dossiers ont été vus par le centre de gestion 17. Des postes avaient été créés au tableau des effectifs par anticipation. Comme tous les dossiers de promotion proposés par l'établissement n'ont pas été retenus par

le centre de gestion, le tableau des effectifs est réajusté pour supprimer ces postes, qui n'ont pas eu de candidats.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE avait posé une question concernant les ATSEM en situation de contrat précaire. Elle demande si le sujet a avancé, ou s'il en est toujours au même point.

Monsieur Éric PANNAUD indique qu'en ce qui concerne le dossier qui avait été validé, neuf postes ont été contractualisés sur deux ans, avec une aide accordée pour que les ATSEM obtiennent le concours. Les embauches en tant qu'ATSEM s'adressent en effet aux personnes titulaires du concours.

Monsieur le Président ajoute qu'une politique volontariste va être mise en place concernant la déprécarisation.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE remercie pour ces explications. Elle est attentive au fait que les postes deviennent moins précaires.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

* * * * *

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Après avis du comité technique du 6 décembre et compte tenu des besoins des services de l'établissement, exprimés ci-dessous :

- Besoins de la Direction des Equipements aquatiques,
- *La demande de changement de filière d'un agent de cette direction afin de mettre en adéquation ses missions actuelles, suite à mobilité interne, avec le grade détenu,*
- Besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse,
- *La demande de changement de filière d'un agent de cette direction afin de mettre en adéquation ses missions actuelles, suite à mobilité interne, avec son grade détenu,*
- *La demande de changement de temps de travail de 2 agents de la direction,*
- *L'augmentation du temps de travail de certains agents de la direction compte tenu des besoins du service,*
- *Les départs à la retraite d'agents de la direction,*
- Besoins de la Direction Communication
- *La suppression d'un poste de catégorie A et d'un poste de catégorie C et augmentation des postes de B administratif pour faire face au recrutement des 2 chargés de communication recrutés sur le grade de rédacteur territorial*
- Besoins de la Direction Patrimoine

Au regard des missions définies dans la fiche de poste ci-annexée, la Création d'un poste de conducteur d'opération à temps complet, poste de catégorie B, filière technique, cadres d'emplois des techniciens territoriaux,

Si les démarches de recrutement pour ce poste par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel, en application de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale, selon les modalités suivantes :

- - Application de l'article 3-3 point 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale
 - - Travail à temps complet
 - - Date d'effet du contrat : dès que possible
 - - Définition du poste : conducteur d'opération
 - - Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans,
 - - Rémunération : dans la limite du 10^{ème} échelon de la grille indiciaire applicable au grade retenu
 - - Régime indemnitaire en vigueur
 - - Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement
- Promotions internes

Prise en compte, notamment, les dossiers soumis au Centre de gestion dans le cadre des promotions internes 2021 et permettre aux agents concernés une nomination sur l'année 2021 avec effet au 1^{er} octobre 2021,

Afin de prendre en compte tous ces mouvements de personnel, il convient de modifier le tableau des effectifs comme suit :

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	+ 2 TC	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TC
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TC
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (21,5h)	
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (34h)
Adjoint d'animation	+ 1 TNC (24h)	
Adjoint d'animation		-1TNC (26h)
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 1TNC (19,3h)	
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (17,6h)
Adjoint technique	+ 1 TNC (23h)	
Adjoint technique		-1TNC (17,11h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (25,05h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (15,5h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (23,4h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (23h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1TNC (28,83h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (12,5h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (33h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (30h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (21,4h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (19,2h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1TNC (32,14h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (30h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (31,3h)	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		-1TNC (27,5h)
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	+ 1TNC (32h)	
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe		-1TNC (28,4h)
Emploi de catégorie C - cadres d'emplois des adjoints d'animation	+ 1 TNC (15h)	
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe		-1 TNC (15h)
Emploi de catégorie B - cadres d'emplois des techniciens territoriaux	+ 1 TC	
Rédacteur territorial	+ 2 TC	- 3 TC
Emploi de catégorie A, B, C - Filière administrative ou technique		- 2 TC
Attaché territorial		- 3 TC
Agent de maîtrise		- 1 TC

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu l'avis du Comité technique du 6 décembre 2021,

Considérant les crédits prévus au budget 2021, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal ci-annexé, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document relatif à cette délibération selon les conditions susmentionnées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-221. Délégation de service public pour la gestion des pompes funèbres et du crématorium - rapport d'activités 2020

Monsieur Alain MARGAT précise que le service funéraire comprend trois parties. Le service intérieur comprend la cérémonie en elle-même, il est organisé par le culte et ne concerne pas la CDA. Les prestations annexes désignent les services commerciaux libres, la famille s'adresse directement aux marbriers, aux fleuristes ou encore à l'imprimeur. Enfin, le service extérieur constitue une mission de service public ouverte à la concurrence, comprenant le transport de corps, l'organisation des obsèques, les soins de conservation, la fourniture, la gestion des chambres funéraires, la prestation du personnel et la fourniture des voitures de deuil.

La régie municipale a été créée en 1977. En 1997, la CDC prend la compétence PFI. Le centre funéraire et le crématorium sont créés en 2001. L'année 2007 voit la création de la SEM PFIS et de la marbrerie Funéthique. En 2008, la délégation de service public est créée pour une durée de 18 ans. Elle est donc à échéance en 2026. La CDA a contractualisé avec un délégataire, la SEM PFIS, pour assurer la gestion du service extérieur des pompes funèbres, de la chambre funéraire et du crématorium. En 2013, un groupement d'employeurs est créé entre Saintes et la Rochelle, l'AMFP (Association de Mutualisation du Funéraire Public). En 2020, Madame PACHA a été nommée directrice des PFIS.

En 2020, le chiffre d'affaires total s'élève à 1 929 000 euros. Le chiffre d'affaires du crématorium est de 829 000 euros, et celui de la chambre funéraire de 73 982 euros. Les pertes totales de l'exercice s'élèvent à 56 672 euros. 499 convois funéraires ont été réalisés, se répartissant en 270 inhumations et 230 crémations. Le taux de crémation est situé à 46% de l'activité. Le prix de vente moyen est de 2 120 euros hors taxes. Les pompes funèbres constituent un sujet délicat, cependant il est inévitable d'aborder la question des chiffres.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER observe que les crématoriums sont peu nombreux dans le département, et demande si une sectorisation est envisagée.

Monsieur Alain MARGAT répond par la négative. L'ensemble des prestations funéraires sont accessibles par tous, il n'existe ni sectorisation, ni limite territoriale.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER demande combien de crématoriums sont présents au sein du département.

Monsieur Alain MARGAT répond qu'ils sont au nombre de cinq. La crémation constitue un réel sujet, et une réflexion doit être menée dans le cadre des missions fixées par la DSP.

Monsieur Jean-Michel ROUGER souhaite savoir qui abonde le déficit.

Monsieur Alain MARGAT explique que dans l'immédiat, des ressources propres permettent d'y faire face. L'année 2020 a été très particulière, une grève a généré de nombreux mouvements en interne et a débouché sur la révocation du directeur. Madame PACHA dispose de la détermination et de la volonté de travailler dans l'intérêt de le l'établissement, et surtout dans l'intérêt des familles.

Monsieur Jean-Michel ROUGER observe qu'un tel déficit ne va pas permettre de tenir longtemps.

Monsieur Alain MARGAT précise que la situation commence à être rectifiée. La révocation n'est pas arrivée par hasard.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégataires des services publics établissent chaque année un rapport sur l'exploitation du service public concerné, l'examen de ces rapports est ensuite mis à l'ordre du jour du Conseil communautaire qui en prend acte.

La société SEML PFIS ayant transmis son rapport 2020 le 3 décembre 2021 à la CDA de Saintes, il est nécessaire pour le conseil communautaire d'en prendre acte.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, III, 4°) pompes funèbres,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L. 1411-3 qui prévoit que les délégataires des services publics établissent chaque année un rapport sur l'exploitation du service public concerné, l'examen de ces rapports est ensuite mis à l'ordre du jour du Conseil communautaire qui en prend acte,

Considérant le rapport d'activités transmis le 3 décembre 2021 dans le cadre de la délégation de service public portant sur l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium par la société SEML PFIS pour l'année 2020,

Considérant qu'il appartient au Président de présenter l'ensemble des rapports d'activités transmis dans le cadre des délégations de service public au Conseil Communautaire, qui seront, par ailleurs, examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en application de l'article L. 1413-1 du CGCT sur le rapport de son Président,

Il est proposé au Conseil Communautaire de prendre acte :

- *de la communication du rapport d'activités pour l'année 2020 de la SEML PFIS dans le cadre de la délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la communication du rapport d'activités pour l'année 2020 de la SEML PFIS dans le cadre de la délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium.

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

ÉCONOMIE

2021-222. Avenant de prolongation à la convention d'octroi d'une subvention au porteur de projet "Retour O Sol" via la SCIC HELISCOOP dans le cadre de l'Appel à Projets Economie Sociale et Solidaire 2020

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que Xavier DEBAY avait été soutenu dans le cadre de son projet Retour O Sol, qui concerne le traitement des bio-déchets des professionnels et des particuliers. Il a rencontré des difficultés au cours de l'année 2020 et de l'année 2021, dans la mesure où il ne pouvait pas collecter

les restaurants qui étaient fermés ou tournaient en sous-régime. Il a éprouvé des difficultés à mettre en place son projet. Il est proposé de décaler le temps de la convention d'une année supplémentaire, comme pour d'autres porteurs de projets. Une partie de l'aide doit être décaissée au cours de la première année, ce qui n'a pas été possible au vu de la conjoncture. L'activité devrait désormais prendre son envol, la mise en place prend du temps. L'objet de la délibération est simplement de permettre à Xavier DEBAY de disposer d'une année supplémentaire pour décaisser son aide financière.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le conseil communautaire a approuvé en 2020 le lancement d'un appel à projets récompensant des initiatives locales d'entreprises ou d'associations relevant de l'économie sociale et solidaire.

6 lauréats ont obtenu l'année dernière une subvention de la part de la Communauté d'agglomération de Saintes pour leur projet de création ou développement d'activité.

Parmi eux figure l'entreprise de M Xavier DEBAY, « Retour O Sol », créée par le moyen de l'intégration à la coopérative d'activité économique HELISCOOP sous le statut initial du contrat d'appui au projet d'entreprise.

L'objet de Retour O Sol est de collecter avec un vélo cargo à assistance électrique les bio-déchets des particuliers, professionnels et entreprises de restauration en anticipation des obligations de la loi AGECE (Anti Gaspillage et Economie Circulaire).

Les conditions du développement de l'activité de M DEBAY ont été compromises par la crise sanitaire liée à la COVID 19 ayant entraîné la fermeture pendant plusieurs mois des restaurants au premier semestre 2021.

M DEBAY a également dû modifier son plan d'investissement prévisionnel et sollicite non seulement un allongement d'une année pour la réalisation de son programme d'activité et d'investissement mais encore la prise en compte sur deux ans des dépenses tant de fonctionnement que d'investissement.

Ces modifications nécessitent la conclusion de l'avenant ci-joint à la convention signée le 1^{er} février 2021 entre la CDA de Saintes, la SCIC HELISCOOP et M DEBAY.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1511-1 et L 1511-2,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention susvisée signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Vu la décision du Président n°20-102 en date du 9 juin 2020 autorisant le lancement de l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire 2020,

Vu la délibération du Conseil communautaire n° CC 2020-227 en date du 15 décembre 2020 attribuant les subventions aux lauréats de l'appel à projets en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2020,

Considérant la demande formulée par M DEBAY au nom de son entreprise Retour O Sol, en accord avec sa coopérative d'activité et d'emploi, la SCIC HELISCOOP,

Considérant les difficultés engendrées sur le démarrage de l'activité de M DEBAY par le confinement et la fermeture des restaurants au premier semestre 2021,

Considérant que ces difficultés l'amènent à solliciter l'allongement d'un an de la durée de prise en compte de son programme d'investissement et de son activité ainsi que la prise en compte de dépenses d'investissement comme de fonctionnement,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 02 fonction 90 nature 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant ci-joint à la convention signée le 1^{er} février 2021 entre la CDA de Saintes, M DEBAY et la SCIC HELISCOOP pour l'octroi d'une subvention dans le cadre de l'Appel à Projets ESS 2020, visant à modifier les dispositions relatives à la durée de la convention, la nature des dépenses prises en compte et les modalités de paiement,

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire à signer cet avenant avec M DEBAY et la SCIC HELISCOOP.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2021-223. Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS rappelle que l'Agglomération est compétente en matière de documents d'urbanisme depuis le 1^{er} janvier 2020. A la suite des élections, un travail a été engagé par l'ensemble des communes pour la rédaction de la charte de gouvernance. Un travail d'acculturation de l'ensemble des équipes municipales a d'abord été effectué, en visioconférence dans le contexte du Covid. La charte de gouvernance a été validée le 6 juillet 2021, après un important travail de concertation avec l'ensemble des équipes des conseils municipaux. Il était ensuite nécessaire de définir les objectifs à poursuivre dans le cadre du lancement de ce PLUi. La délibération présente plusieurs objets, tout d'abord déterminer les objectifs poursuivis par la CDA dans le cadre de ce PLUi. Certains objectifs sont généraux, d'autres sont davantage thématiques. Les modalités de collaboration avec les communes ont été définies dans la charte de gouvernance, de même que les modalités de concertation avec la population.

Jean-Luc MARCHAIS donne lecture des objectifs généraux du PLUi. En ce qui concerne les objectifs thématiques, une consultation avait été réalisée auprès des communes afin de définir les différentes thématiques à aborder dans le PLUi. Une dizaine d'entre elles ont été validées, avant d'être déclinées en objectifs. Il s'agit d'objectifs a minima, il est possible de montrer plus d'ambition, mais pas d'atteindre moins que ce qui est écrit.

Jean-Luc MARCHAIS présente les modalités de collaboration et de concertation.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que le PLUi est un chantier qui avait déjà été engagé par la CDA dans le cadre de la précédente mandature. Depuis dix-huit mois, de nombreuses communes de la CDA ont demandé et obtenu des délibérations pour se désolidariser du PLUi. Elle souhaite savoir si ces demandes étaient temporaires et si ces communes vont réintégrer le PLUi. Ensuite, en ce qui concerne le registre des concertations, elle souhaite savoir quelles suites seront données aux observations faites par les citoyens.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'elle a commis une erreur d'interprétation en ce qui concerne sa première question. Aucune commune n'a heureusement quitté le PLUi, la prise de compétence de ce document au 1^{er} janvier 2020 est toujours d'actualité. Depuis le début de la mandature, les documents d'urbanisme en vigueur dans les différentes communes continuent à vivre, et il est nécessaire de les adapter au fur et à mesure des besoins de chacune de ces communes. Les communes n'ont en aucun cas abandonné le PLUi, la loi ne le permet pas. Les modifications visent à adapter le PLUi à leurs besoins.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE en déduit qu'il s'agit de mesures dérogatoires temporaires.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que tous les documents d'urbanisme, y compris le PLUi, disposent d'une vie propre. Ils peuvent être modifiés, révisés et adaptés.

En ce qui concerne les remarques portées dans les registres, elles seront compilées à l'issue de chaque phase. A la fin de la procédure, elles seront prises en compte. Un commissaire enquêteur les analysera, et déterminera si elles sont recevables et légales.

Monsieur Pierre DIETZ revient sur la remarque de Monsieur Jean-Luc FOURRÉ lors du dernier Conseil, et souligne que lorsque les membres posent des questions, leur objectif n'est pas de poursuivre le conseil municipal de Saintes, mais avant tout de comprendre, voire d'apprendre. Il remercie pour la présentation du PLUi, qui n'est pas toujours simple à comprendre. Il trouve très positif de mettre en place des modalités de concertation dans l'ensemble des communes. Il souhaite savoir si l'ensemble des maires de l'Agglomération vont s'engager dans ces modalités de concertation.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS répond que des modalités sont définies dans les objectifs. Certains maires iront peut-être plus loin. Tous les maires ne sont pas armés de la même manière pour répondre à certaines questions précises. L'Agglomération ainsi que le service aménagement seront présents pour épauler les équipes municipales. Des rencontres bilatérales sont prévues entre les communes et les représentants de l'Agglomération.

Monsieur Michel ROUX observe que ces appuis techniques étaient également disponibles individuellement dans le cadre des PLU.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que parmi les 36 communes de l'Agglomération, des élus ont déjà mené des PLU. La connaissance de ces documents va s'acquérir au fur et à mesure.

Monsieur Daniel DE MINAC rappelle que le pays de Saintonge Romane dispose de compétences qui permet d'apporter un soutien très efficace.

Monsieur le Président précise que les questions sont compréhensibles, en revanche il convient d'éviter d'apporter des affirmations. En l'occurrence, personne n'avait quitté le bateau. Par ailleurs, le constat général est que ceux qui n'ont pas lancé de PLUi sont en retard. Il était judicieux d'avoir pris la décision de lancer ce plan à la fin de la mandature précédente. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

* * * * *

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » a été transférée à la communauté d'agglomération au 1^{er} janvier 2020.

Préalablement au lancement d'un PLUi, les élus ont travaillé de manière partenariale entre la CDA et les communes à l'élaboration d'une charte de gouvernance. Cette charte répond aux objectifs suivants :

- *Assurer un partage politique large intégrant les élus municipaux,*
- *Trouver un équilibre entre représentation et expression des communes et arbitrages communautaires,*
- *Préciser les instances de collaboration et leur rôle,*
- *Organiser le pilotage de la procédure.*

La charte de gouvernance a été validée en Conseil Communautaire le 6 juillet 2021.

Les modalités de collaboration entre la CDA et les communes ainsi que les objectifs poursuivis par le PLUi et les modalités de concertation avec le public ont été présentées aux Maires réunis en conférence intercommunale de l'urbanisme le 29 novembre 2021.

En application de l'article L.153-1 du code de l'urbanisme, qui dispose que l'intégralité du territoire d'un EPCI compétent en matière de planification doit être couvert par un PLUi, la communauté d'agglomération doit lancer l'élaboration de ce document sur le territoire des 36 communes.

Le PLUi permettra de traduire la politique d'aménagement du territoire définie dans le SCoT et de poser un cadre de règles d'urbanisme homogène sur l'intercommunalité tout en tenant compte des spécificités du territoire. Il se substituera lors de son approbation aux documents d'urbanisme en vigueur sur 35 communes du territoire et dotera la commune de Le Seure d'un document d'urbanisme.

Les objectifs de l'élaboration du PLUi sont les suivants :

Les objectifs généraux du PLUi

- *Le PLUi est l'expression et la traduction du projet politique dont il constitue l'outil opérationnel*

de référence. Il exprime et reflète les volontés et stratégies portées par la communauté d'agglomération et les communes pour les années à venir.

- Le PLUi doit définir un projet de développement intercommunal cohérent et harmonieux en matière d'équilibre entre renouvellement urbain et développement urbain maîtrisé en compatibilité avec les objectifs définis par le SRADDET Nouvelle Aquitaine et le SCoT du Pays de Saintonge Romane en matière d'artificialisation et de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.
- Le PLUi doit veiller à la cohérence des politiques publiques communautaires et en coordonner les actions. Il intègre de façon transversale les différents niveaux de projets et en propose une lecture spatiale.

Les objectifs thématiques du PLUi

- Réfléchir à la mise en place des outils d'urbanisme visant à assurer une maîtrise foncière et disposer des ressources nécessaires pour mettre en œuvre les politiques de développement.
- Intensifier un développement économique diversifié pour favoriser l'activité et l'emploi : en renforçant la capacité d'accueil d'entreprises, en confortant et développant les pôles artisanaux et industriels, en promouvant les circuits courts et l'économie circulaire.
- Organiser l'aménagement commercial à l'échelle de l'intercommunalité afin de préserver les centralités de vie urbaines et rurales.
- Enrayer la perte de biodiversité en favorisant la préservation et en identifiant les opportunités de remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques en milieu urbain et rural, tout en prenant en compte les activités humaines.
- Assurer l'attractivité du territoire en favorisant le respect de la qualité patrimoniale et paysagère (prise en compte des trames paysagères, du patrimoine rural, des entrées de ville, des zones d'activité et des espaces urbains).
- Conforter l'attractivité résidentielle du territoire : en promouvant la mixité sociale, la qualité et la diversité du parc de logements, une offre à destination de tous.
- Développer l'accueil touristique en tant que vecteur de l'attractivité du territoire et d'emploi : par la diversification de l'offre dans ses différentes composantes (tourisme d'affaires, patrimonial, agritourisme, etc.) et en renforçant les itinéraires cyclables ou de randonnées, l'offre d'hébergement diversifiée, les capacités hôtelières, etc...
- Favoriser les moyens visant à réduire dans le domaine des transports les émissions de gaz à effet de serre, en offrant des alternatives à la voiture individuelle (accès aux transports collectifs, covoiturage, autopartage, mobilité électrique, etc.), et en développant les mobilités douces.
- Identifier les besoins des populations notamment en termes d'équipements et de services à la population.
- Favoriser la transition énergétique en permettant le développement des énergies renouvelables et en valorisant les potentiels énergétiques existants sur le territoire (réseaux de chaleur, géothermie, solaire, méthanisation...).

Les modalités de collaboration entre la CDA de Saintes et les communes

Le PLUi sera une œuvre collective entre l'agglomération et les communes. Les modalités de collaboration, travaillées avec l'ensemble des communes, validées dans le cadre de la charte de gouvernance approuvée par la délibération n°2021_146 en date du 06 juillet 2021 et arrêtées lors de la conférence intercommunale du 29 novembre 2021, seront les suivantes :

- La gouvernance sera assurée par un comité de pilotage associant un représentant par commune,
- Des entretiens bilatéraux entre les communes et la CDA seront menés au lancement du PLUi et à la construction du PADD,
- Des groupes de travail géographiques seront réalisés afin d'assurer la cohérence du PLUi entre communes de même bassin, d'apporter des compléments d'information, de faire émerger les enjeux de développement du bassin,
- Des groupes de travail thématiques seront organisés afin de pouvoir cerner les tenants et aboutissants des différentes politiques sectorielles et objectifs de développement. Les communes seront regroupées par enjeux similaires pour traiter des thématiques prioritaires identifiées : foncier, économie, environnement, patrimoine bâti et paysager, habitat et agriculture. Elles seront complétées par une approche thématique sur le tourisme, les mobilités, le climat et l'énergie ainsi que les équipements publics.
- La conférence des maires et adjoints à l'urbanisme sera réunie à chaque étape de la procédure et au moins une fois par an pour présenter et échanger sur l'avancement des étapes du PLUi. Elle examinera après l'enquête publique les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations

- et le rapport du commissaire enquêteur. Elle évaluera et pourra modifier la charte de gouvernance.
- Un référent communal sera désigné par la commune et sera membre du comité de pilotage du PLUi. Il sera chargé du suivi des études, de la transmission des observations du conseil municipal et des habitants au comité de pilotage et tiendra le conseil municipal régulièrement informé.

Les modalités de concertation

Elles prendront les formes suivantes :

- Mise à disposition dans chaque mairie et au siège de la CDA d'un registre de concertation comprenant les documents présentant l'avancée de la procédure et un cahier de concertation sur lequel les habitants pourront noter leurs observations,
- Création d'une page internet dédiée à l'élaboration du PLUi sur le site internet de la CDA,
- Organisation de réunions publiques,
- Publication d'articles dans les bulletins municipaux et dans le magazine de l'agglomération.

De plus, le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations et contributions tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :

- En les consignait sur un registre papier mis à disposition dans les dossiers de concertation présents dans chaque mairie et au siège de la CDA,
- En les adressant par écrit à : M le Président de la CDA de Saintes, Concertation sur le PLUi, 4 avenue de Tombouctou, CS 90316, 17108 SAINTES cedex
- En les adressant par voie électronique à l'adresse suivante : plui@agglomeration-saintes.fr.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu les articles L.151-1 à L.152-9, L.153-1, L.153-11 à L.153-26 et R.153-1 à R.153-10 du code de l'urbanisme,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), d) relatif au « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la conférence des maires du 29 novembre 2021 qui a traité des modalités de collaboration entre la communauté d'agglomération et les communes,

Considérant que conformément à l'article L153-8, le plan local d'urbanisme intercommunal est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'EPCI compétent en matière de plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, en collaboration avec les communes membres,

Considérant que conformément à l'article L153-8 du code de l'urbanisme, l'organe délibérant de l'EPCI arrête les modalités de collaboration avec les communes membres telles qu'exposées précédemment après avoir réuni le 29 novembre 2021 une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres,

Considérant que conformément à l'article L153-11 du code de l'urbanisme, l'EPCI prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et précise les objectifs poursuivis et les modalités de concertation tels qu'exposés précédemment,

Considérant que la procédure d'élaboration sera menée conformément aux articles L153-11 à L153-26 du code de l'urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, la procédure fera l'objet d'une concertation,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal opération 505 AP/CP « PLUi »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prescrire** l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) portant sur l'intégralité du périmètre de la communauté d'agglomération de Saintes.

- **d'approuver** les objectifs poursuivis, les modalités de concertation du public ainsi que les modalités de collaboration entre la CDA de Saintes et les communes membres tels qu'exposés dans le rapport ci-avant,

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tous documents relatifs à cette procédure ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- **de préciser** que les organismes mentionnés à l'article L.132-13 du code de l'urbanisme seront consultés à leur demande,

- **de préciser** que conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, l'autorité compétente pour la délivrance des autorisations d'urbanisme pourra décider de surseoir à statuer, dans les conditions définies à l'article L.424-1 du code de l'urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant les constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan, dès lors qu'aura eu lieu le débat sur les orientations générales du PADD.

La présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

La présente délibération sera transmise pour information au Centre National de la propriété forestière, en application de l'article R.113-1 du code de l'urbanisme

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R.153-20 à R.153-22 du code de l'urbanisme.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-224. Approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de Pisany

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que le document d'urbanisme de Pisany doit évoluer afin de répondre à des besoins de la commune. En centre-bourg, la volonté est d'ouvrir aux commerces un secteur jusqu'alors destiné à des équipements publics. Une clarification portera également sur deux articles de la zone naturelle, avec la correction d'une erreur matérielle dans la rédaction du règlement. La modification est destinée à lever ces deux problèmes.

La volonté de modifier le PLU de Pisany a été validée par l'Agglomération le 27 novembre 2020. Une concertation a eu lieu du 13 octobre au 15 novembre 2021. La rédaction proposée tient compte d'une remarque apportée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM). Le projet a été modifié afin d'intégrer les recommandations.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que d'habitude, des plans des zones modifiées sont fournis, ce qui n'est pas le cas.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'il n'y avait pas réellement d'intérêt à fournir un plan, il s'agit d'un point réglementaire et non d'un problème de zonage.

Monsieur Pierre TUAL précise qu'il est question de la construction d'une pharmacie, et de l'école du RPI concentré (Regroupement Pédagogique Intercommunal).

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le Président de la Communauté d'Agglomération a engagé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pisany par arrêté n°ARR_2020-1413 en date du 27 novembre 2020.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure de modification sont les suivants :

- Autoriser l'implantation de nouveaux bâtiments à vocation de commerce et services de proximité au sein de la zone UE du centre-bourg qui constitue la centralité communale en matière d'équipements, de services et de commerce,*
- Clarifier les occupations et utilisations du sol interdites et celles soumises à des conditions particulières au sein de la zone Ne,*

Le projet a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au cas par cas sur la nécessité de mener une évaluation environnementale. Une décision de la MRAE, en date du 26 août 2021, précise que la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Pisany n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme. Les avis suivants ont été émis :

- Un avis favorable de la Direction interdépartementale des routes Atlantique (DIRA) en date du 01^{er} octobre 2021,*
- Un avis favorable de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) en date du 11 octobre 2021,*
- Un avis favorable de la Chambre d'Agriculture (CCI) en date du 11 octobre 2021,*
- Un avis réservé avec recommandations de la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) en date du 26 octobre 2021.*

Le projet a été mis à la disposition du public du 13 octobre 2021 au 15 novembre 2021 conformément à la délibération du Conseil Communautaire n°2021-163 du 29 septembre 2021. Aucune observation écrite n'a été déposée sur les registres mis à disposition à la mairie de Pisany et au siège de la CDA ni envoyée par courrier ou mail.

Suite à ces consultations, le projet a été modifié pour intégrer les recommandations de la Direction départementale des territoires et de la mer :

- Création d'un sous-secteur UEc au sein du centre-bourg afin d'autoriser la construction de nouveaux commerces.*
- Levée de l'incohérence pour la zone Ne en supprimant seulement la négation de l'article N2 qui créait une incohérence réglementaire entre les articles N1 et N2.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Pisany approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20 décembre 2013,

Vu l'arrêté n°ARR_2020-1413 du Président de la communauté d'agglomération en date du 27 novembre 2020 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Pisany,

Vu la décision, après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, de la MRAE de Nouvelle Aquitaine en date du 26 août 2021 concluant que la modification simplifiée du PLU de Pisany n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées et consultées conformément aux articles L.132-11 à L.132-13 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n°CC_2021_163 du Conseil Communautaire du 29 septembre 2021 définissant les modalités de mise à disposition du dossier au public,

Considérant que la procédure de modification simplifiée a pour objet, comme précisé par le rapporteur, l'éclaircissement de la partie réglementaire de la zone NE ainsi que l'adaptation du règlement de la zone UE afin de créer d'une part un sous-secteur UEc et d'autre part d'y autoriser les constructions à destinations commerciales et de services,

Considérant la publicité faite dans le journal Sud-Ouest en date du 05 octobre 2021,

Considérant la mise à disposition du dossier au public au siège de la CDA, à la mairie de Pisany et sur le site internet de la CDA du 13 octobre 2021 au 15 novembre 2021 inclus,

Considérant l'affichage à la CDA, à la mairie de Pisany et sur le site internet de la CDA de l'avis de mise à disposition au public à compter du 06 octobre 2021 et pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier,

Considérant que trois avis favorables et un avis réservé avec recommandations ont été émis par les Personnes Publiques Associées,

Considérant qu'aucune observation n'a été émise sur le projet de modification simplifiée dans les registres mis à disposition du public au siège de la CDA et à la mairie de Pisany ou transmise par mail ou courrier,

Considérant que le projet de modification simplifiée a été modifié pour prendre en compte les recommandations de la Direction départementale des territoires et de la mer,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Pisany tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de tirer** le bilan de la concertation.
- **d'approuver** la modification simplifiée n°1 du PLU de Pisany telle qu'elle est jointe à la présente délibération.
- **d'acter**, que conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CDA et à la mairie de Pisany pendant un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **d'acter**, que conformément à l'article L.153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication telle qu'indiquée ci-avant et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable du projet de PLU de la commune de Les Gonds

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique qu'il s'agit d'une information. La prescription de la révision du PLU des Gonds a été établie le 17 avril 2014. Le marché a été attribué en 2016. La commune des Gonds a été accompagnée par la CDA pour mener ce projet. Le lancement de cette révision du PLU des Gonds est intervenu à l'époque où la commune disposait de la compétence. La prise de compétence par l'Agglomération au 1^{er} janvier 2020 fait que la fin de la procédure est suivie par cette dernière, même si la commune demeure à la manœuvre. Dans le cadre de cette révision, un diagnostic a été partagé avec la

commune voisine de Courcoury. Afin de limiter les coûts et de disposer d'une vision plus globale du projet, les deux communes se sont associées et ont effectué un diagnostic partagé. Courcoury a depuis terminé son PLU.

Le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) constitue le cœur du PLU. Il s'agit d'un document stratégique. D'un point de vue juridique, le PADD n'est pas directement opposable aux tiers, mais il constitue le fondement des choix opérés au sein du PLU, et garantit l'équilibre juridique et les dispositions réglementaires. La commune des Gonds se caractérise par son cadre de vie agréable et très attractif, grâce à un contexte environnemental et paysager d'exception, aux portes de l'Agglomération de Saintes. Elle dispose notamment d'un bourg de grande qualité patrimoniale qui offre des équipements, une école en particulier, ainsi que des services de proximité. La municipalité a donc à cœur d'entretenir la dynamique de la commune via l'accueil de jeunes ménages, tout en préservant et valorisant son territoire de caractère.

Le PADD se décline en quatre axes :

- faire du patrimoine naturel et paysager une force
- maîtriser et hiérarchiser le développement urbain
- participer à la dynamique économique du territoire saintais
- valoriser le cadre de vie

Les objectifs affichés sont très clairs. Un important travail a été mené par l'équipe municipale, accompagnée du cabinet urbanisme et des services de l'Agglomération de Saintes. Il s'agit d'un PADD de qualité.

Monsieur Alexandre GRENOT ajoute que l'équipe municipale des Gonds, élue en 2020, a repris le flambeau du travail mené par l'équipe précédente. Il tient à remercier les services de l'urbanisme de la CDA. Ce travail de diagnostic partagé, engagé en partenariat avec la commune de Courcoury, a permis d'appréhender le travail à une échelle dépassant celle de la commune. Il a aussi permis de donner un avant-goût de la coopération nécessaire à l'élaboration d'un PLUi. Il s'agit d'un travail passionnant que d'envisager l'avenir en élargissant sa vision. Cette coopération a permis de mieux cerner les enjeux majeurs du développement du territoire, tout en regardant la situation au-delà des frontières communales. Le projet traduit se veut opérationnel, afin de s'assurer que les documents d'urbanisme répondent aux ambitions de développement. Celles-ci viseront notamment un développement résidentiel prioritaire axé sur le renforcement du centre-bourg, et la recherche d'une recentralisation des commerces et des services de proximité pour répondre aux besoins des habitants. Un travail est mené sur un plan de référence sur le centre-bourg. Les habitants souhaitent pouvoir naviguer à pied dans ce centre-bourg, et il s'agit de l'objectif de ces prochaines années. Le parcours du projet de PLU n'est pas pour autant terminé. La traduction réglementaire du PADD est en cours de finalisation, afin d'envisager prochainement la phase de consultation et d'enquête publique en amont de l'approbation du PLUi, qui sera également soumis. Les Gonds est aujourd'hui une commune attractive, et le sera encore plus demain.

S'agissant d'un débat, ce point ne fait pas l'objet d'une délibération donc n'est pas soumis au vote.

2021-225. Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR) - abrogation du périmètre de DPUR sur la commune de Saintes - Instauration du DPUR sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation futur (AU) du PLU de la commune de Saintes

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que le DPUR touche des aspects plus larges que le droit de préemption simple, en particulier les copropriétés ou les SCI. La ville de Saintes possède deux ZAD, instaurées en 2014 et 2015. La durée de vie d'une ZAD est de six ans, et le droit de préemption urbain ne s'applique pas, il s'agit d'un droit de préemption propre à la ZAD. Ces deux ZAD ont atteint leur terme, et la ville de Saintes ne dispose plus de droit de préemption à l'intérieur de ces zones. Il s'agit donc d'abolir le droit de préemption urbain qui était en vigueur jusqu'à ce jour et qui ne concernait pas ces deux ZAD, pour le rétablir sur l'ensemble de la ville pour les zones U et AU.

Les deux prochaines délibérations étant en lien avec celle-ci, Monsieur Jean-Luc MARCHAIS propose de les présenter avant de passer au vote.

RAPPORT

Sur proposition de la Ville de Saintes, deux Zones d'Aménagement Différé (ZAD) ont été instaurées par arrêté préfectoral n°2014-46 le 14 janvier 2014 sur le secteur « Terre de Beaulieu », et arrêté préfectoral n°15-797 sur le secteur « Vallon des Arènes/Amphithéâtre » ouvrant pour une durée de 6 ans un droit de préemption sur ces secteurs, quel que soit leur zonage au Plan Local d'Urbanisme.

En application de l'article L.212-1 du Code de l'Urbanisme, les zones urbaines et d'urbanisation futures délimitées dans le PLU et comprises dans un périmètre de ZAD ne sont plus soumises au droit de préemption urbain.

Aujourd'hui, cette ZAD est caduque. Les terrains compris dans le périmètre des anciennes ZAD ne sont donc soumis à aucun droit de préemption. Il convient donc de réinstaurer un périmètre de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'Urbanisation Future (AU) du PLU de Saintes pour permettre entre autres la mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat visant notamment la diversification de l'offre en logement.

La présente délibération porte donc sur l'abrogation de l'ancien périmètre du DPUR et l'instauration du DPUR sur l'ensemble des zones U et AU du PLU de Saintes en vigueur.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et ses articles L.210-1 et suivants, L211-1 et suivants et L212-1,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINTES approuvé le 20 décembre 2013, modifié les 19 juin 2015, 15 novembre 2017 et 30 mars 2021, et révisé les 12 avril 2017 et 6 février 2019,

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-46 en date du 14 janvier 2014 portant création d'une zone d'aménagement différé (ZAD) sur le secteur « Terres de Beaulieu » à Saintes,

Vu l'arrêté préfectoral n°15-796 en date du 7 avril 2015 portant création d'une zone d'aménagement différé (ZAD) sur le secteur « Vallon des arènes/Amphithéâtre » à Saintes,

Vu la délibération n°2018-153 du Conseil Municipal de la Ville de Saintes en date du 7 novembre 2018 instituant le droit de préemption urbain renforcé dans Les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) telles que délimitées dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur,

Considérant qu'en application de l'article L. 211-2 du code de l'urbanisme, la compétence d'un établissement public intercommunal à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme, emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est compétente depuis le 1er janvier 2020 en matière de plan local d'urbanisme,

Considérant qu'en application des articles L. 211-1 et L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Saintes peut instaurer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) des documents d'urbanisme en vigueur dans les communes de son territoire,

Considérant qu'il apparaît nécessaire d'abroger le périmètre de droit de préemption urbain renforcé institué par la commune de Saintes par délibération du conseil municipal du 7 novembre 2018 et d'en instaurer un nouveau couvrant l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU en vigueur, en raison de l'expiration du périmètre des ZAD « Terres de Beaulieu » et « Vallon des arènes/Amphithéâtre » qui a eu pour effet de soustraire les terrains de ces périmètres situés en zone U et AU du PLU du champ d'application du droit de préemption,

Considérant que l'article L211-4 du Code de l'Urbanisme dispose que le droit de préemption simple n'est pas applicable :

a) A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;

- b) A la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n°71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
c) A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

Considérant que, par délibération motivée, la commune peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées à l'article L211-4 du Code de l'Urbanisme, sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit,

Considérant que l'instauration du droit de préemption « renforcé » permettra à la Communauté d'Agglomération de Saintes de mener à bien la politique en considération de l'intérêt général de ses habitants, à savoir :

- Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- Réaliser des équipements collectifs
- Lutter contre l'insalubrité
- Permettre la restructuration urbaine, sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine et les espaces naturels,

Considérant que, pour les motivations suivantes, il est nécessaire d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du territoire communal au profit de la CDA de Saintes lui permettant de mener à bien la politique foncière :

- Mise en œuvre d'une politique d'habitat pour la diversification de l'offre en logement
- Mise en œuvre d'une politique de développement des équipements nécessaires à la population,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger** le périmètre de droit de préemption urbain renforcé institué par la délibération du Conseil Municipal de SAINTES n°2018-153 en date du 7 novembre 2018 à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.
- **d'instituer** le droit de préemption urbain renforcé sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saintes en vigueur à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.
- **de réaliser**, conformément aux articles R. 211-2 et R. 211-3 du Code de l'Urbanisme, les mesures de publicité de la présente délibération.
- **de rappeler** qu'en application de l'article L. 213-13 du code de l'urbanisme, la commune devra ouvrir, dès institution ou création sur son territoire d'un droit de préemption, un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-226. Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) - abrogation de la délégation à la commune de Saintes et à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA)

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que la CDA avait délégué le droit de préemption à la ville de Saintes et à l'EPF. Le problème est que la ville et l'EPF ne peuvent pas subdéléguer ce droit. Il est donc nécessaire d'abroger la délégation à la ville et à l'EPF, pour permettre ensuite à la CDA de déléguer à d'autres opérateurs.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la CDA est titulaire du droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Saintes et que celui-ci a fait l'objet d'une délégation à la Ville et à l'EPFNA par délibération du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020.

Le code de l'urbanisme ne prévoit cependant pas la possibilité pour le délégataire de déléguer à son tour le droit de préemption. Ainsi, la Ville de Saintes, en capacité de préempter directement un bien en vertu de sa délégation, ne peut pas déléguer au cas par cas à un organisme tiers, comme un concessionnaire d'aménagement ou un établissement public y ayant vocation. Cette situation fait donc obstacle à la bonne mobilisation par la Ville des acteurs en matière d'aménagement et de foncier.

De même, l'EPFNA est aujourd'hui délégataire du DPUR sur une partie importante de la Ville de Saintes, ne permettant pas sur des opérations ponctuelles à la Ville ou un autre établissement public y ayant vocation de bénéficier d'une délégation du DPUR.

Il est donc proposé d'abroger la délégation accordée à la Ville de Saintes et à l'EPFNA pour permettre à la CDA de déléguer au cas par cas le DPUR.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et ses articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants et L.213-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2021-225 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2021 portant abrogation du périmètre de droit de préemption urbain renforcé et instauration d'un périmètre de droit de préemption urbain renforcé sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU de Saintes en vigueur,

Vu la délibération n°2020-22 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant délégation du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) à la commune de Saintes et à l'Etablissement Public de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA)

Considérant qu'en application de l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement et que cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien,

Considérant que l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme, ne prévoit pas la possibilité pour le délégataire de subdéléguer ce droit à un tiers,

Considérant que la commune de Saintes souhaite que la Communauté d'Agglomération de Saintes mette un terme à la délibération lui déléguant l'exercice du droit de préemption afin de permettre à la Communauté d'Agglomération de déléguer ce droit de préemption aux personnes morales mentionnées à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme, au cas par cas,

Considérant qu'il sera toujours possible pour la Communauté d'Agglomération de Saintes de déléguer, au cas par cas, le droit de préemption à la commune de Saintes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'abroger la délibération n°2020-22 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 portant délégation du droit de préemption renforcé à la commune de Saintes et à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- de charger Monsieur le Président ou son représentant en charge notamment du Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale de la notification de la présente délibération à la commune de Saintes et à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-227. Modification de la délégation au Président de l'exercice du droit de préemption Urbain Renforcé (DPUR) - Modification des attributions déléguées au président par délibération n° 2020-121 du conseil communautaire du 30 juillet 2020

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que les délégations du Président se trouvent modifiées. Il convient de remettre ce point en ordre.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER demande si ces délibérations signifient la fin d'un droit de préemption pour la commune de Saintes. Il souhaite également savoir si la CDA est intéressée par la création ou l'agrandissement d'une zone économique dans le secteur de la route de Cognac. Quelques leaders économiques sont déjà présents sur le secteur, au travers d'entreprises qui fonctionnent bien. Il demande quel est désormais le droit de préemption pour la commune de Saintes.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS déclare que rien ne change, dès lors qu'un bien va être vendu sur la commune de Saintes, la déclaration d'intention d'aliéner passe par les services de la ville avant d'être transmise aux services de la CDA. La ville est chargée d'instruire les demandes, elle a demandé à conserver cette capacité. La situation est identique dans toutes les communes qui ont laissé le droit de préemption urbain à l'Agglomération. Une concertation a lieu à chaque fois qu'un bien est vendu afin de savoir si la commune est intéressée et a un projet. Pour les communes qui ont souhaité que l'Agglomération leur retransfère le droit de préemption, la différence est qu'il n'est alors plus possible pour ces communes de le déléguer à l'EPF ou à la SEMIS, tandis que cette possibilité est laissée à l'Agglomération lorsqu'elle conserve la compétence. Il semble donc plus intéressant que l'Agglomération porte le DPU.

Monsieur le Président indique qu'il conviendra de décider où seront concentrées les futures artificialisations de terres. La réponse n'est pas simple, et les opportunités de développement des zones doivent être étudiées avec les services. Au regard de ce travail, il sera nécessaire de trancher en matière de superficie. La loi climat et résilience impose a minima une réduction de 50% des terres artificialisées au cours du dernier mandat. Le travail devra être mené de concert, au risque que l'État finisse par trancher. La semaine précédente, Monsieur le Président s'est réuni avec les présidents des agglomérations d'Angoulême, de Cognac et de Royan afin de relancer l'entente Val de Charente. La décision a été prise de travailler en proximité, notamment avec Cognac, dont le foncier est saturé.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE remarque que les numéros des décisions et délibérations du 14 décembre 2021 n'apparaissent pas, et demande s'il s'agit d'un oubli ou d'une erreur.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que les numéros seront ajoutés ensuite, puisqu'il s'agit des délibérations du jour.

Monsieur le Président indique qu'elles sont à l'état de projet, et deviennent des délibérations à l'issue du vote. Il soumet au vote les trois précédentes délibérations.

RAPPORT

Le point précédent, portant sur l'abrogation par le Conseil Communautaire, de la délégation du droit de préemption urbain renforcé à la Ville de Saintes et à l'EPF Nouvelle-Aquitaine rend nécessaire une actualisation de la délibération du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président.

Le présent point porte donc sur une actualisation des délégations du Conseil au Président, en vue de lui déléguer l'exercice du droit de préemption urbain renforcé sur l'ensemble des zones U et AU du PLU de Saintes.

La délégation du DPUR par le Président au cas par cas reste possible.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5211-2 et L2122-17,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 210-1 et suivants, L.211-1 et suivants, et L.213-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINTES approuvé le 20 décembre 2013, modifié les 19 juin 2015, 15 novembre 2017 et 30 mars 2021, et révisé les 12 avril 2017 et 6 février 2019,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2, relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la CDA de Saintes,

Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil au Président et notamment le point 29,

Vu la délibération n°2020-224 du Conseil Communautaire du 17 novembre 2020 portant délégation au Président de l'exercice du Droit de Préemption Urbain (DPU) - Modification des attributions déléguées au président par délibération du conseil communautaire n°2020-121 du 30 juillet 2020,

Vu la délibération n°2020-233 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2020 portant délégation au Président de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU)- Modification des attributions déléguées au président par délibération n° 2020-121 du conseil communautaire du 30 juillet 2020, modifiée par la délibération n°2020-224 du conseil communautaire du 17 novembre 2020,

Vu la délibération n°2021-12 du Conseil Communautaire du 26 janvier 2021 portant délégation au Président de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU)- Modification des attributions déléguées au président par délibération n° 2020-121 du conseil communautaire du 30 juillet 2020, modifiée par la délibération n° 2020-224 du conseil communautaire du 17 novembre 2020, et la délibération n°2020-233 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2020,

Vu la délibération n°2020-22 déléguant le droit de préemption urbain renforcé à la commune de Saintes et à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n°2021-225 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2021 portant abrogation du périmètre de droit de préemption urbain renforcé (DPUR) de la commune de Saintes et instauration d'un périmètre de DPUR sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU de la commune de Saintes en vigueur,

Vu la délibération n°2021-226 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2021 portant abrogation de la délibération n°2020-22 déléguant le droit de préemption urbain renforcé à la commune de Saintes et à l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine,

Considérant qu'en application de l'article L. 5211-9 du CGCT, « le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par délégation de son organe délibérant, être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du code de l'urbanisme. Il peut également déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe l'organe délibérant de l'établissement. Il rend compte à la plus proche réunion utile de l'organe délibérant de l'exercice de cette compétence ».

Considérant que suite à la prise de compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » par la Communauté d'Agglomération de Saintes intervenue le 1^{er} janvier 2020, et en application de l'article L.211-2 du code de l'urbanisme, celle-ci est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain,

Considérant que suite à l'abrogation de la délégation du droit de préemption au profit de la commune de Saintes et de l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine, il est nécessaire d'actualiser le premier et le troisième tiret du point 29 de la délégation accordée au Président par le conseil communautaire par délibération n°2020-121 du 30 juillet 2020, modifiée par les délibérations n°2020-224, n°2020-233 et n°2021-12 susvisées,

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de modifier** le premier tiret du point 29 des attributions déléguées au Président par délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, modifiée par la délibération n°2020-233 susvisée, comme suit :
- **d'exercer** le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones U et AU des plans locaux d'urbanisme en vigueur dans les communes de BURIE, BUSSAC-SUR-CHARENTE, CHANIER, CHERAC, COURCOURY, FONTCOUVERTE, LA CHAPELLE-DES-POTS, LES GONDS, PISANY, SAINT-

BRIS-DES-BOIS, SAINT-VAIZE, et d'exercer le Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR) sur les périmètres des zones U et AU du plan local d'urbanisme en vigueur dans la commune de SAINTES,

- **de modifier** le troisième tiret du point 29 des attributions déléguées au Président par délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020, modifiée par délibérations susvisées du Conseil Communautaire n°2020-224, n°2020-233 et n°2021-12, comme indiqué ci-après :
 - **d'exercer** le droit de préemption urbain sur les zones pour lesquelles ce droit a été institué à l'exception des secteurs et périmètres sur lesquels le droit de préemption urbain ont été délégués par le Conseil Communautaire dans le cadre des délibérations suivantes :

o CHERAC : délibération n°2020-232 portant délégation du DPU à la Commune de CHERAC du 15 décembre 2020

o CHERMIGNAC : délibération n°2020-14 portant délégation du DPU à la Commune CHERMIGNAC du 13 février 2020

o COLOMBIERS : délibération n°2020-04 portant délégation du DP à la Commune de COLOMBIERS du 13 février 2020

o CORME-ROYAL : délibération n°2020-15 portant délégation du DPU à la Commune de CORME-ROYAL du 13 février 2020

o DOMPIERRE-SUR-CHARENTE : délibération n°2020-16 portant délégation du DPU à la Commune de DOMPIERRE-SUR-CHARENTE du 13 février 2020

o ECOYEUX : délibération n°2020-17 portant délégation du DPU à la Commune d'ECOYEUX du 13 février 2020

o ECURAT : délibération n°2020-09 portant délégation du DPU à la Commune d'ECURAT du 13 février 2020

o LA CLISSE : délibération n°2020-10 portant délégation du DPU à la Commune de LA CLISSE du 13 février 2020

o LE DOUHET : délibération n°2020-18 portant délégation du DPU à La Commune de LE DOUHET du 13 février 2020

o LUCHAT : délibération n°2020-06 portant délégation du DP à la Commune de LUCHAT du 13 février 2020

o MONTILS : délibération n°2020-07 portant délégation du DP à la Commune de MONTILS du 13 février 2020

o PESSINES : délibération n°2020-11 portant délégation du DPU à la Commune de PESSINES du 13 février 2020

o PREGUILLAC : délibération n°2020-12 portant délégation du DPU à la Commune de PREGUILLAC du 13 février 2020

o ROUFFIAC : délibération n°2020-08 portant délégation du DP à la Commune de ROUFFIAC du 13 février 2020

o SAINT-CESAIRE : délibération n°2020-19 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-CESAIRE du 13 février 2020

o SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX : délibération n°2020-20 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX du 13 février 2020

o SAINT-SAUVANT : délibération n°2020-21 portant délégation du DPU à La Commune de SAINT-SAUVANT du 13 février 2020

o SAINT-SEVER-DE-SAINTONGE : délibération n°2020-13 portant délégation du DPU à la Commune de SAINT-SEVER-DE-SAINTONGE du 13 février 2020

o THENAC : délibération n°2020-223 portant délégation du DPU à la Commune de THENAC du 17 novembre 2020

o VARZAY : délibération n° 2020-24 portant délégation du DPU à La Commune de VARZAY du 13 février 2020

o VENERAND : délibération n° 2020-25 portant délégation du DPU à la Commune de VENERAND du 13 février 2020

Il est précisé que la présente délibération ne modifie pas les autres tirets du point 29 des attributions déléguées au Président.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

TRANSITION ÉCOLOGIQUE (gérer la ressource en eau et les milieux aquatiques)

2021-228. Convention de participation financière de l'agglomération de Saintes aux travaux de renouvellement du réseau d'assainissement unitaire préalable à l'aménagement de la rue Adolphe Brunaud

Monsieur Fabrice BARUSSEAU explique que préalablement à l'aménagement de la rue Adolphe Brunaud, il est nécessaire de rénover le réseau unitaire, qui relève de la compétence d'Eau 17. Ces réseaux permettent l'évacuation des eaux pluviales, et un règlement a été passé avec Eau 17 dans le cadre de la CLECT, qui permet une répartition des travaux entre les deux entités. Le coût total des travaux s'élève à 540 000 euros HT. La répartition validée dans le cadre des attributions de compensation était de 60% du coût pour Eau 17 et 40% pour la CDA, soit 216 000 euros HT.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la compétence « eau potable et assainissement collectif public des eaux usées » est assurée, pour la commune de Saintes, par Eau17 à compter du 1^{er} janvier 2020 en application de la délibération du comité syndical du 20 juin 2019, transmise en Préfecture le 03/07/2019. Cette délibération concerne l'adhésion de la ville de Saintes pour les compétences eau potable et assainissement collectif à Eau17.

La compétence « gestion des eaux pluviales urbaines publiques » suite au transfert de la compétence au 1^{er} janvier 2020 est assurée par l'Agglomération de Saintes depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une partie du réseau d'assainissement de la Ville de Saintes étant unitaire, les travaux qui relèvent à la fois de la compétence « Assainissement des Eaux Usées » (Eau17) et de la compétence « Gestion des Eaux pluviales Urbaines » (CDA de Saintes) doivent faire l'objet d'un cofinancement entre Eau17 et la CDA de Saintes. Une clé de répartition est déterminée en fonction du type d'ouvrage réalisé.

Les discussions engagées entre la ville de Saintes, la CDA de Saintes et Eau17 sur la répartition des coûts entre la compétence « Assainissement des Eaux Usées » (Eau17) et de la compétence « Gestion des Eaux pluviales Urbaines » (CDA de Saintes) ont abouti à la validation des taux en bureau communautaire d'Eau 17. Ces taux ont été intégrés dans le calcul des Attributions de Compensation pour la CDA de Saintes.

A la demande de la ville de Saintes qui souhaite réaménager la rue Adolphe Brunaud, Eau17 doit renouveler les réseaux unitaires présents dans la rue. Eau17 remplacera donc le réseau existant.

La clé de répartition sera de 60% pour Eau17 et de 40% pour la CDA. Le montant de l'opération s'élevant à 540 000 € H.T, la participation de la CDA de Saintes s'élèvera à 216 000,00 H.T. (40 %)

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 9°) relatif à la compétence « assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 », et l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L.2226-1 »,

Vu la délibération n°2020-245 du conseil communautaire en date du 15 décembre 2020, portant sur la détermination des Attributions de Compensations (AC) provisoires pour 2021 et qui prend en compte les règles de financement du budget principal aux travaux d'assainissement d'Eau17 sur les infrastructures impactés par les réseaux unitaires,

Considérant la nécessité de réaliser des travaux de renouvellement du réseau unitaire d'assainissement situé rue Adolphe Brunaud sur la commune de Saintes,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2021 ainsi que ceux ouverts par délibération n°2021-206 du 24 novembre 2021 avant le vote du BP 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de convention ci-joint de participation financière entre Eau17 et la CDA de Saintes relatif à l'opération de renouvellement du réseau unitaire d'assainissement situé rue Adolphe Brunaud sur la commune de Saintes.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge notamment de l'Eau, de l'Assainissement et des Eaux pluviales urbaines, à signer la convention et tous les documents afférents à cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (Mme Amanda LESPINASSE en son nom et celui de M. Frédéric ROUAN)

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

SOLIDARITÉS

2021-229. Subventions allouées dans le cadre du fonds initiatives jeunes : Emancip'Action

Madame Véronique CAMBON rappelle que les objectifs de cet appel à projets créé en début d'année sont d'encourager les initiatives des jeunes du territoire et de renforcer leur autonomie, leur épanouissement personnel et collectif ainsi que leur engagement solidaire et citoyen. Pour répondre à cet appel à projets, des critères avaient été votés. Trois projets ont retenu l'attention. Tout d'abord, le projet Graffiti, mené par des jeunes du collège de Burie, consiste à embellir leur établissement scolaire en s'initiant à la technique du graffiti, sous l'encadrement d'un animateur spécialisé. Le second projet, la Machine à Son, créé par les jeunes de la maison de quartier Boiffiers-Bellevue, leur permettra de travailler la musique assistée par ordinateur à l'aide d'un nouveau clavier. Enfin, le dernier projet se nomme Stop ici commence la Mer. Des jeunes de Fontcouverte se sont mobilisés pour fabriquer des pochoirs à l'aide d'un logiciel. Ils vont appliquer ces pochoirs à côté des plaques d'égouts.

Les élus communautaires sont invités à voter pour approuver le versement des trois subventions, d'un montant de 500 euros chacune.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé d'encourager les initiatives des jeunes de l'Agglomération Saintaise pour les aider à relever les défis qui s'offrent à eux en termes d'accès à l'autonomie, d'épanouissement personnel et collectif, d'engagement solidaire et citoyen. L'Appel à projet " Emancip'Action " permet de soutenir les projets portés par les jeunes de 11 à 17 ans, avec le soutien d'une association, d'une structure territoriale ou d'un établissement scolaire.

Le projet devra présenter un caractère de défi collectif pour le groupe de jeunes et marquer une étape décisive en matière de prise d'autonomie, de sorte à constituer un tremplin vers une citoyenneté active des jeunes.

Bénéficiaires :

- Être âgé de 11 à 17 ans inclus
- Être domicilié sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes
- Être 2 personnes minimum
- Avoir un relais institutionnel (association ; collectivités ; établissements scolaires...) pour la réception de la subvention ou être détenteur d'un compte bancaire en tant que Junior Association.
- Possibilité d'être aidé par un accompagnateur local (animateur, professeur, parent, autre jeune expérimenté dans ce type de projet...).

Le dispositif retiendra les projets s'inscrivant dans la démarche participative des jeunes et sera ouvert à tous les champs d'intervention : vie locale, création artistique, culture, sport, solidarité locale et à l'international, humanitaire, développement durable, mobilité ...

Le soutien de la Communauté d'Agglomération est apporté sous forme d'un virement à destination d'organismes institutionnels, tels que les Juniors Associations, les structures d'accompagnement de jeunes, les établissements scolaires, les municipalités... Ces derniers se porteront garants de la bonne gestion du financement par les jeunes et devront signer le document d'engagement sur l'honneur. La structure en question pourra également établir une convention avec les jeunes (et leurs parents) afin de s'assurer de l'accord passé avec les jeunes.

L'aide octroyée est plafonnée à 500 € et ne pourra pas excéder 90% du coût global du projet.

Cependant, les actions d'autofinancement, la participation des familles et les co-financements sont vivement encouragés et font l'objet d'une plus-value lors de l'examen des dossiers. La subvention ne comprend pas le coût ou une partie du coût de l'accompagnant qu'il soit professionnel ou non.

Trois projets ont été déposés et ont recueillis un avis positif du jury présidé par Madame CAMBON, vice-présidente déléguée à la jeunesse :

- **Projet Graffiti au Collège de Burie** porté par un groupe de jeunes du Conseil de Vie Citoyen du collège.
Le Conseil de Vie Citoyen du collège a souhaité laisser une trace de son implication au sein de l'établissement en réalisant une œuvre sensibilisant les collégiens à l'écologie.
- **Projet la « Machine à Son »** déposé par les jeunes du projet Musique de La Maison des Jeunes Boiffiers Bellevue.
Le projet des jeunes consiste à récolter des fonds pour financer l'achat de matériel spécifique pour faire de la Musique Assistée par Ordinateur. Leur objectif principal étant de faire découvrir et mettre le matériel à disposition des habitants du quartier.
- **Projet « Stop ici commence la Mer »** de la Junior Association « Ecollégiens MépaKe » de Fontcouverte.
Le projet consiste à faire des pochoirs et les utiliser sur les trottoirs de Fontcouverte afin de sensibiliser les habitants sur le fait de jeter des déchets dans la rue. Au-delà du projet, les jeunes vont découvrir l'infographie.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, III, 2°), « Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2020-200 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, portant sur la validation du dispositif « Emancip'Action » comprenant notamment le dossier de demande ainsi que le règlement de fonctionnement,

Considérant les modalités de candidatures définies dans le règlement de fonctionnement du dispositif,

Considérant les critères d'examen des projets définis dans le règlement de fonctionnement du dispositif notamment :

- le sérieux et la présentation du dossier
- la faisabilité du projet
- le défi pour soi relevé par le groupe
- les compétences à mobiliser ou à acquérir à l'occasion de la mise en œuvre du projet
- la démarche participative et l'implication des jeunes
- l'impact en termes d'émancipation citoyenne des jeunes
- l'originalité de l'action, son caractère innovant
- les projets faisant l'objet de co-financement (autres subventions, participations des familles, actions d'autofinancement)
- la complémentarité des jeunes dans le groupe et le partage des rôles
- les éléments de valorisation proposés et la viabilité du plan d'action proposé pour le réaliser
- le potentiel de perfectibilité et de pérennisation du projet
- la volonté des jeunes à témoigner et à transmettre dans une optique d'effet multiplicateur auprès d'autres jeunes
- les jeunes sensibilisés à la dynamique associative

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 au compte 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de :

- 500 € au Conseil de Vie Citoyen du collège de Burie pour la réalisation du projet « Graffiti ».
- 500 € à l'association Boiffiers Bellevue pour la réalisation du projet « la Machine à Son ».
- 500 € à la Junior Association « Ecollégiens MépaKe » de Fontcouverte pour la réalisation du projet « Stop, ici commence la Mer ».

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de ces subventions et à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

2021-230. Modification de la composition du Conseil de développement

Monsieur Alain MARGAT rappelle que le 1^{er} mars 2021, le Conseil Communautaire avait délibéré sur la composition du Codev. Un nombre de trente membres, en parité, avait été décidé. Les recrutements et demandes de dossiers ont été lancés. A ce jour, 28 candidats se répartissent entre 21 hommes et 7 femmes. La parité est donc loin d'être atteinte. Pour l'atteindre, il est proposé d'autoriser la constitution d'un Codev à 44 membres au maximum en parité. Cette mesure permettra de disposer d'une marge afin de s'adapter à la réalité de la situation.

Un tableau, projeté en séance, montre l'actuelle répartition des candidats par bassin et par collège.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que, par délibération du 1^{er} mars 2021, le Conseil Communautaire de la CDA de Saintes a modifié la composition et le mode de désignation des membres du Conseil de développement de l'agglomération de Saintes pour retenir les principes suivants : au maximum 30 membres organisés en 3 collèges d'au maximum 10 membres : un collège des partenaires, un collège de personnes ressources ou expertes, un collège territorial de citoyens.

Après avoir lancé des appels à candidature auprès des partenaires, des maires et des citoyens, plus de 30 personnes se sont portées candidates pour participer aux travaux du Conseil de développement de l'agglomération de Saintes. Aussi, pour pouvoir retenir le plus grand nombre de candidats, il est proposé de modifier la délibération du 1^{er} mars 2021 pour porter le nombre de membres « au maximum à 44 » dont « au maximum 22 hommes et 22 femmes », organisés en trois collèges. Les autres dispositions de la délibération du 1^{er} mars 2021 demeurent inchangées.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5211-10-1 précisant qu'un Conseil de développement est mis en place dans les établissements publics à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants et doit être composé de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes et le nombre des femmes ne soit pas supérieur à un et afin de refléter la population du territoire concerné, telle qu'issue du recensement, dans ses différentes classes d'âge,

Vu la délibération n°2017-126 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2017 décidant la création d'un Conseil de développement et approuvant les principes de composition et de désignation de ses membres,

Vu la délibération n°CC_2021_22 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 définissant la composition du Conseil de développement de l'agglomération de Saintes,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la délibération du Conseil Communautaire du 1^{er} mars 2021 définissant les principes de composition et mode de désignation des membres du Conseil de développement de l'agglomération de Saintes pour encourager l'expression citoyenne des acteurs du territoire comme suit :

Composition et mode de désignation des membres

Nombre de membres et répartition par collège

Il est proposé de constituer un Conseil de développement d'au maximum 44 membres dont au maximum 22 hommes et 22 femmes.

Dans ce cadre, le Conseil de développement sera organisé sur la base de 3 collèges :

- un collège des partenaires ;
- un collège de personnes ressources ou expertes ;
- un collège territorial de citoyens.

Les autres dispositions de la délibération du 1^{er} mars 2021 demeurent inchangées.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 au chapitre 011, charges à caractère général,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de modifier** les dispositions du paragraphe relatif au « nombre de membres et répartition par collège » du Conseil de développement telles que définies ci-dessus, modifiant ainsi la délibération n°CC_2021_22 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de notamment de l'animation du territoire, à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue du renouvellement du Conseil de développement et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Monsieur Alain MARGAT indique que le Président de la CDA avait souhaité désigner le Président du Codev uniquement pour la première année, afin de permettre à l'ensemble des membres de se connaître. A

l'échéance de cette année, le Codev va désigner son nouveau Président. Monsieur Christian PEYRAT, membre du Codev, a été sollicité et accepte d'être Président durant cette année de transition. Il est présent, et va se présenter brièvement.

Monsieur Christian PEYRAT est né en 1956. Il a fait partie de la Communauté de Communes. Il est arrivé en 1985 à Écurat, et était membre de l'association des parents d'élèves, avant d'en devenir président. Il a également présidé l'ADMS (Association pour le Développement Musical en Saintonge) pendant plus de dix ans. Il s'est présenté aux élections municipales de 2001, et a pris la tête de la mairie durant six ans. Puis, en 2007, il a pris le poste de directeur de la RESE, qu'il a quitté en avril 2019 en faisant valoir ses droits à la retraite. Présentant un intérêt pour la vie publique, il a envoyé sa candidature au Conseil de Développement de l'Agglomération de Saintes. Dans le cadre de son travail, il a largement parcouru la Charente-Maritime, et a constaté un déséquilibre certain entre le Nord et le Sud du département. Il trouve donc intéressant de réfléchir à l'attractivité du territoire. Les élections ont eu lieu en 2020, et la composition du conseil a été votée en 2021. Il a été surpris de se voir proposer la présidence, mais l'a acceptée. Ses motivations demeurent l'intérêt pour la chose publique, le souhait d'œuvrer pour l'intérêt général, et la volonté d'accorder une place à la société civile dans le débat sur le territoire. Il a rencontré Monsieur Alain MARGAT ainsi que Monsieur le Président de la CDA, et souhaite les remercier de leur proposition concernant ce poste. Il a senti que les élus étaient conscients de l'intérêt de disposer d'une telle structure. Il mettra toute son énergie à disposition afin qu'elle fonctionne. Il s'agit d'un challenge, qui s'inscrit dans le cadre du projet de territoire Agglomération 2025, dont l'une des actions fortes est justement de « faire participer les citoyens aux réflexions de la CDA ». Cette action renvoie au vivre ensemble, dans une période de repli sur soi et de manque d'intérêt pour la vie publique et la politique. Donner une place à la société civile est vital pour la démocratie, et il est important que le Codev soit acteur sur ce point. Un lien de confiance doit être établi avec l'Agglomération, il n'est pas possible de travailler en s'épiant. Un dialogue doit être établi sur des questions d'intérêt commun, et il n'est pas toujours facile d'amener à se rencontrer des points de vue qui ne se croisent pas, hormis pour aller au conflit.

Le législateur a souhaité que les Codev bénéficient d'une indépendance de fonctionnement. Il conviendrait surtout de mettre en place une indépendance dialoguante, il est indispensable de co-construire pour avancer. Les prochaines étapes du Codev passeront par la définition du cadre de travail, et d'une charte de coopération. Les modalités de fonctionnement du conseil doivent être définies, notamment par le biais d'un règlement intérieur. Il s'agit avant tout de trouver un outil fonctionnel, et d'éviter l'institutionnalisation du Codev. Une connaissance de l'Agglomération par le Codev sera nécessaire, les membres ne pourront pas réfléchir sur les sujets sans s'être imprégnés du projet de territoire. Ils devront disposer d'un avis personnel, citoyen. Le rôle de chacun devra être compris et accepté, le Codev effectuera des propositions et donnera des avis, tandis que les élus voteront. Il existera inévitablement des avis qui ne sont pas suivis.

L'objectif est de faire du Codev un outil fonctionnel pour l'Agglomération de Saintes.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Pierre TUAL souhaite rappeler l'existence d'un organisme, le programme LEADER, qui est porteur de projets. L'année dernière, 42 projets ont été déposés, dont très peu proviennent de l'Agglomération de Saintes.

Monsieur le Président partage cette interrogation, et estime qu'une présentation exhaustive du programme LEADER en conférence des maires serait utile car ce programme est très peu connu.

Monsieur Raymond MOHSEN a eu un retour du personnel enseignant de Préguillac concernant la limitation des photocopies. Les personnels se sentent en quelque sorte humiliés par la manière dont cette mesure est mise en place. Chacun comprend qu'il est nécessaire de prendre garde à la consommation de papier. Un nombre de 2,5 copies par élève et par jour ouvrable a été retenu. En matière de Covid, le gouvernement fait confiance à la population et lui demande de prendre ses responsabilités. De la même manière, les enseignants pourraient être simplement invités à essayer de faire moins de photocopies.

Monsieur le Président explique que d'une école à l'autre, le nombre de photocopies par an et par enfant varie de 200 à 900. La formation ne semble pourtant pas si différente, et il s'agit parfois d'une habitude de confort. Les directeurs et directrices ont été reçus au cours d'une réunion avec Madame l'Inspectrice. Le changement fait peur, cependant une période d'essai devrait être envisageable. Un effort est également demandé au niveau des photocopies couleur, qui sont plus coûteuses. L'Agglomération n'est pas un puits sans fond. Les conditions de travail des élèves sont très bonnes, la qualité de la cantine est unanimement reconnue, et certaines fournitures sont payées.

Monsieur Raymond MOHSEN est tout à fait d'accord en ce qui concerne le fond. Le problème provient de la forme, c'est-à-dire de la manière dont cet effort est demandé aux enseignants. Cette mesure complique énormément la situation, à un moment où les enseignants sont déjà désorganisés par la gestion du Covid.

Monsieur Éric PANNAUD explique que la dérive est constatée de longue date, et remonte à la période où l'Agglomération a mis en place des photocopieurs identiques, de très bonne qualité. L'Éducation Nationale avait été interpellée sur le sujet, cependant les alertes et appels au civisme n'ont eu aucun impact. Les statistiques ont augmenté de manière considérable, un nombre de 2 660 copies par enfant et par an a même été atteint. La directrice académique a confirmé que ce fonctionnement n'était pas normal. Pour l'instant, il n'existe pas encore de quotas, ceux-ci vont être instaurés au 1^{er} janvier. Une réunion d'information a eu lieu au mois d'octobre, et les retours étaient bons. Une valeur qui semblait correcte a été retenue, et il est demandé aux services informatiques de l'installer dans les copieurs. L'équipe pédagogique disposera d'un suivi. Les besoins individuels seront pris en compte, et des ajustements seront effectués courant mars 2022. L'objectif n'est en aucun cas de bloquer la classe, mais de disposer d'un regard.

Monsieur Jean-Michel ROUGER souhaite profiter du Conseil pour poser une question concernant le bassin Sud. Il demande où en est l'achat du terrain pour la déchèterie Sud. Des discussions ont lieu avec les habitants, des engagements ayant été pris sur cette nouvelle déchèterie.

Monsieur Jérôme GARDELLE précise que la première idée d'implantation est tombée à l'eau. D'autres scénarios sont étudiés, la phase de prospection est toujours en cours.

Monsieur le Président souligne que la volonté existe bel et bien, il manque toujours une déchèterie au Sud de l'Agglomération. Le dossier sera présenté une fois qu'il aura avancé notamment sur la partie foncière. En l'absence d'autres questions, il clôt la séance à 20h34.

Le Secrétaire,